



JOURNAL DES DEBATS

619

DU PARLEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

No 19 – 2021

Séance

du mercredi 15 décembre 2021

Présidence : Katia Lehmann (PS), présidente

Secrétariat : Jean-Baptiste Maître, secrétaire général du
Parlement a.i.

Ordre du jour :

1. Communications
2. Questions orales
3. Modification de la loi d'organisation du Parlement (première lecture)
4. Motion interne no 154
Certificat COVID au sein de l'Hémicycle – pour toutes et tous sans privilèges. Jelica Aubry-Janketic (PS)
5. Arrêté portant octroi d'un crédit d'engagement pour le financement d'un contrat de prestations entre la République et Canton du Jura et la Fédération interjurassienne de coopération et développement (FICD) pour les années 2021 et 2022
6. Interpellation no 978
Un Jura militant pour le climat ? Baptiste Laville (VERT-E-S)
7. Question écrite no 3413
La Rauracienne : modification ou disparition ? Christophe Schaffter (CS-POP)
8. Budget 2022 de la République et Canton du Jura :
 - a) Arrêté concernant le budget et la quotité de l'impôt pour l'année 2022
 - b) Arrêté concernant la dérogation au frein à l'endettement

(La séance est ouverte à 08.30 heures en présence de 59 députés.)

1. Communications

La présidente : Je vous souhaite la bienvenue pour

cette dernière séance de l'année. Ces dernières semaines, j'ai eu le plaisir de participer à différentes visites et assemblées. Fin novembre, avec la présidente du Gouvernement, nous nous sommes rendues aux Grisons pour rencontrer le groupe vétérinaire et animaux 13, dont le Canton du Jura est le parrain. Avec une délégation du Bureau, nous avons répondu à une invitation du Bureau du Grand Conseil bernois. J'ai également pris part à l'assemblée de Forêt Jura ainsi qu'à la cérémonie d'assermentation de deux aspirants de la Police cantonale, en format simplifié compte tenu des circonstances sanitaires. Jeudi dernier, et après quelques tracasseries ferroviaires, j'ai finalement pu prendre part à l'inauguration du réseau de bus MOBIJU. Enfin, j'ai assisté samedi avec certaines et certains d'entre vous à l'enregistrement d'une émission spéciale pour les 50 ans du kiosque à musique au Théâtre du Jura. Une délégation parlementaire a participé du 25 au 27 novembre à l'assemblée régionale Europe de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) à Tirana. Notre législatif y était représenté par les députés Pierre-André Comte et Pierre Chételat. La réunion était consacrée aux droits des parlements dans les situations de crise. Le président de la section jurassienne de l'APF, Pierre-André Comte, y a présenté la mise sur pied d'un projet de loi découlant de la motion adoptée par le Parlement sur le droit de la nécessité.

Nous avons appris, fin novembre, le décès de Madame Jeanne Maître, maman de notre collègue Nicolas Maître et, en fin de semaine dernière, le décès de Monsieur Gérard Cattin des Bois, ancien député PCSI de 1984 à 1986. Au nom du Parlement, j'adresse nos sincères condoléances aux familles touchées par ces deuils.

L'ordre du jour initial de cette séance est soumis à quelques ajustements. Le point 4 a été retiré. Les points 10 et 14 sont renvoyés à la prochaine séance en l'absence de leurs auteurs ce jour. A la demande de la commission de gestion et des finances, un point a été ajouté à l'ordre du jour et nous traiterons, au point 27, la modification d'un arrêté concernant Jura Tourisme. Cette modification étant en lien avec une mesure budgétaire, il était important qu'elle puisse être traitée durant la même séance que le budget.

En raison de sa participation à une séance intercantonale vendredi, nous avons déplacé le point traitant du Département de la santé et de l'économie après le Département de la formation, de la culture et des sports, à l'exception du point 29 qui sera traité vendredi, son auteur étant absent aujourd'hui. Concernant le traitement du budget, si vous souhaitez déposer d'autres propositions d'amendement, merci de nous les transmettre en indiquant la rubrique et la proposition d'ici la fin des questions orales.

Enfin, lors de la dernière séance du Bureau, nous avons appris la démission au 31 décembre de Madame Nicole Roth, secrétaire depuis 25 ans de notre Législatif. Durant toutes ces années, elle aura su nous faire bénéficier de ses nombreuses compétences et n'aura ménagé ni son énergie ni ses bons mots pour appuyer et conseiller les députés, en particulier au sein de ses commissions parlementaires. Au nom de ce qui était aussi un peu son Parlement, je lui souhaite le meilleur pour la suite et espère que l'occasion me sera et vous sera donnée de la saluer de vive voix prochainement.

Pour terminer ce résumé mensuel sur des notes positives, nous avons appris à l'instant la naissance, hier matin, de Robin, fils de notre collègue Stéphane Theurillat, et nous adressons nos vives félicitations aux heureux parents Maude et Stéphane et au grand frère Maxime. Je crois que l'on peut les féliciter. (*Applaudissements.*) Et dans les félicitations, je ne manquerai pas de saluer l'accession au perchoir delémontain de notre collègue députée Gaëlle Frossard. Je lui souhaite beaucoup de plaisir comme première citoyenne delémontaine. (*Applaudissements.*) C'est une place où on est plutôt bien, je te le promets.

Le contexte sanitaire de ces dernières semaines nous appelle encore et toujours à la plus grande vigilance s'agissant du respect du protocole sanitaire. Je vous invite également à respecter les règles en vigueur lors de vos passages à la cafétéria et rappelle qu'il est interdit de consommer dans la salle du Parlement, à l'exception de votre bouteille d'eau. Ce point des communications est terminé et nous pouvons passer au point 2 de notre ordre du jour.

2. Questions orales

La présidente : Pour la première question, je passe la parole à Monsieur le député Raoul Jaeggi.

Possibilité de taxer l'énergie non renouvelable

M. Raoul Jaeggi (PVL) : Suite à la baisse par BKW concernant la reprise des garanties d'origine, n'est-il pas temps de ressortir le postulat no 370 que j'ai déposé en 2016, qui demandait, puisqu'il semble qu'on ne puisse pas influencer ou réglementer les prix de l'électricité, d'étudier l'introduction d'une contribution pour l'utilisation du territoire jurassien pour le transport ou l'acheminement de l'électricité non renouvelable afin de pouvoir allouer des montants aux petits producteurs de photovoltaïque par exemple ? Je remercie le Gouvernement de sa réponse.

M. David Eray, ministre de l'Environnement : Monsieur le Député, vous venez avec un sujet d'actualité puisque le Gouvernement transmettra sous peu au Parlement le projet de nouvelle loi sur l'approvisionnement électrique, qu'on

abrège (LAEI) et prévoit, dans ce qui est proposé au Parlement, trois redevances possibles. Une redevance cantonale, une redevance communale qui serait liée à la consommation d'énergie de chaque consommateur et, dans le sens de votre question, une concession dans l'usage du sol qui serait, dans le projet proposé, gérée par le Canton et au bénéfice des communes concernées.

M. Raoul Jaeggi (PVL) : Je suis satisfait.

Position de la commune de Delémont dans divers dossiers intercommunaux et conséquences sur l'agglomération

M. Alain Schweingruber (PLR) : La commune de Delémont qui a eu durant longtemps deux représentants au conseil d'administration de RégioGaz, donc une position dominante, a décidé unilatéralement de quitter cette société. Au sein du SEOD, la commune de Delémont, également, a voulu au dernier moment bloquer le projet de biogaz. Le projet d'agglomération est donc visiblement en péril, sachant qu'une commune de la couronne vient d'en sortir et que d'autres pourraient en faire de même. Triste spectacle que donne notre belle capitale. Ma question est dès lors la suivante : Le Service des communes, le Département ou le Gouvernement, sont-ils prêts, le cas échéant, à initier un processus de médiation afin de mettre un terme à cette gâgrie ?

Mme Rosalie Beuret Siess, ministre des Finances : Comme vous, Monsieur le Député, tant le Département des finances que le délégué aux affaires communales suivent avec attention dans les médias l'évolution de la relation entre plusieurs communes du district de Delémont, que ce soit dans le cadre de la société RégioGaz SA, du SEOD ou encore de l'agglomération de Delémont. Ces structures intercommunales, même si je tiens à le préciser, ne sont juridiquement pas toutes comparables : RégioGaz est en effet une société anonyme alors que le SEOD et l'agglomération sont des syndicats de communes. Elles ont un point en commun, c'est qu'elles ont été instituées en vue d'accomplir des services qu'il est plus efficient de piloter au niveau intercommunal plutôt que communal. C'est l'essence même des groupements de communes qui ont démontré jusqu'à présent leur bien-fondé.

Or, depuis quelques temps, certaines décisions ou prises de position provoquent des tensions. Je ne peux que le regretter et encourager les protagonistes à revenir à un dialogue plus serein. Dans ce contexte, quel rôle peut jouer l'Etat conformément au devoir de haute surveillance que lui confie la loi sur les communes, dans le respect bien sûr du principe de l'autonomie communale ? Premièrement, la loi permet à une autorité communale ou intercommunale de solliciter la délégation aux affaires communales pour assister à des séances et ainsi faire œuvre de médiation. Aucune demande dans ce sens n'a été formulée à ce jour.

D'autre part, si des situations illégales, irrégulières ou empêchant l'administration régulière d'une commune ou d'un groupement de communes sont constatées par le délégué aux communes ou un département, il était alors légitimé à intervenir de son propre chef. A ce jour, nous ne sommes pas dans ce cas de figure. La collaboration, Monsieur le Député, entre les communes est très précieuse. Pour preuve, les nombreux dossiers menés jusqu'à ce jour au sein de

l'Agglo, par exemple, qui ont permis de belles réalisations et qui profitent à toute une région, voire à l'ensemble du canton.

La situation qui prévaut actuellement au sein de Régio-gaz qui, je le rappelle, est une société anonyme totalement indépendante de la délégation aux affaires communales, semble avoir des conséquences concrètes sur l'Agglo avec le risque que la dynamique positive qu'on avait vu ces dernières années soit ralentie, ce que l'on peut regretter. En cas de sollicitation, le Département des finances et le délégué aux affaires communales, conformément à la loi sur les communes, se tiennent prêts à réunir les protagonistes pour trouver des solutions devant permettre d'aplanir les tensions. J'ose toutefois espérer que cela ne sera pas nécessaire et que les autorités communales sauront revenir, dans l'intérêt public à une collaboration constructive.

M. Alain Schweingruber (PLR) : Je suis satisfait.

Engagements pris à l'égard de Moutier et situation financière cantonale

M. Yves Gigon (UDC) : Pour encourager Moutier à nous rejoindre, des promesses et des engagements ont été pris, notamment sur le nombre de fonctionnaires, sur les droits acquis au niveau des salaires, sur la délocalisation des services administratifs à Moutier et j'en passe. Cependant, la situation catastrophique de nos finances obligera le Canton du Jura à se serrer la ceinture, notamment au niveau de la réduction du personnel, des salaires, des employés et des prestations octroyées. Il paraît évident que Moutier doit participer également à l'effort de guerre pour rétablir nos finances cantonales lors de sa venue et que les promesses faites à l'époque devront être adaptées à cette situation financière catastrophique. Les Franches-Montagnes, Delémont, l'Ajoie ne doivent pas être les seuls à concéder des sacrifices. Le Gouvernement en est-il conscient ?

Mme Nathalie Barthoulot, présidente de la Délégation aux affaires jurassiennes : Faut-il vous le rappeler, Monsieur le député Gigon, que dans le cadre des campagnes de 2017 et 2021, nous nous sommes engagés, tant le Parlement que le Gouvernement, à prendre plusieurs dispositions en vue de l'accueil de la commune de Moutier. Ces engagements ont depuis lors été confirmés à plusieurs reprises, la dernière fois le 18 novembre 2021 lors de la conférence de presse de présentation du projet Moutier dans le Jura. Remettre aujourd'hui en cause ces engagements conduirait à décrédibiliser l'ensemble de nos institutions et enverrait une bien piètre image de notre canton. Tout comme l'accueil de la ville de Moutier, le Gouvernement a fait de la maîtrise des finances publiques une des priorités de son programme de législature. S'il tiendra bel et bien ses engagements dans le cadre de l'accueil de la ville de Moutier, l'ensemble du canton, Moutier y compris, participera solidairement et de manière appropriée aux réformes ainsi qu'à la nouvelle dynamique qui se mettra en place au sein de notre canton.

En effet, l'augmentation de la part jurassienne à la péréquation financière fédérale et l'accroissement des recettes fiscales en provenance de Moutier offrent des perspectives pour le ménage cantonal aussi. Si les finances communales de Moutier ne sont actuellement pas au beau fixe, je vous l'accorde, là aussi un effort important est et sera consenti par ses autorités. Pour rappel, le cadre légal bernois impose à

la cité prévôtoise de présenter un budget 2023 à l'équilibre.

Finalement, j'aimerais rappeler que l'arrivée de Moutier constitue une magnifique opportunité pour l'administration, pour le canton de se réorganiser afin d'améliorer en continu la qualité des prestations fournies à la population. C'est en tous les cas l'état d'esprit qui anime le Gouvernement et les équipes engagées dans ce projet en tous points stimulant.

En conclusion, Monsieur le Député, je vous encourage à rester confiant par rapport à l'arrivée de la ville de Moutier dans le canton du Jura et à voir juste un peu au-delà de la question sensible des finances toutes les opportunités et les chances que constitue le transfert de la ville de Moutier dans notre canton.

M. Yves Gigon (UDC) : Je suis partiellement satisfait.

Avenir du ceff ARTISANAT à Moutier

M. Marcel Meyer (PDC) : Tout semble déjà bien avancé dans les choix du Canton de Berne concernant la relocalisation du ceff ARTISANAT situé à Moutier. Nous regrettons vivement l'absence de dialogue du Canton de Berne avec notre Canton, alors que plus de la moitié des élèves scolarisés au ceff proviennent du territoire jurassien. Cette proportion se renforcera encore une fois Moutier devenue ville jurassienne. Les discussions dans les milieux concernés vont bon train et une forte insatisfaction de la part de nombreuses entreprises formatrices et des associations professionnelles concernées se fait ressentir à la suite de l'annonce du Canton de Berne de vouloir déplacer le ceff ARTISANAT à Bienne. Dès lors, que compte faire le Gouvernement jurassien face à cette décision unilatérale et comment entend-il rassurer les entreprises formatrices, les associations professionnelles et les élèves concernés ? Je remercie le Gouvernement pour ses réponses.

M. Martial Courtet, ministre de la Formation, de la Culture et des Sports : Monsieur le Député, nous entendons la même chose. Les organisations du monde du travail (OrTra), nous ont également approché pour nous faire part de leurs craintes. Comme déjà annoncé, le Gouvernement jurassien souhaite préserver l'intérêt supérieur des élèves qui fréquentent le site de Moutier, donc en maintenant ces filières. Dans ce domaine, je dois dire que les collaborations intercantionales constituent déjà une réalité, elles donnent vraiment satisfaction. Ça fonctionne bien, notamment en ce qui concerne les métiers de l'artisanat dispensés aujourd'hui à Moutier et à Delémont. Afin de préserver l'intégralité de ces accords, les autorités jurassiennes souhaitent en priorité maintenir le ceff ARTISANAT dans la cité prévôtoise.

Il s'agit d'une solution originale, c'est vrai, mais surtout consensuelle, qui permettrait à une institution de formation bernoise de continuer d'accueillir des élèves des deux cantons sur les mêmes bases qu'actuellement. La concrétisation de la relocalisation du ceff ARTISANAT à Bienne, vous le dites Monsieur le Député, remettrait de facto en cause les accords de répartition des métiers entre Berne et le Jura. Elle aurait une conséquence vraiment dommageable qui serait une renégociation métier par métier avec les différents acteurs du monde économique, avec les OrTra également.

En concertation avec ces OrTra, les autorités jurassiennes étudient actuellement les différentes options possibles afin de préserver au maximum les différents métiers

de l'artisanat à Moutier. Le Gouvernement jurassien communiquera prochainement à ce sujet.

M. Marcel Meyer (PDC) : Je suis satisfait.

Réduction du tarif des logopédistes via le budget et projet de convention tarifaire

M. Loïc Dobler (PS) : Dans le cadre des économies supplémentaires du budget 2022, le Gouvernement jurassien a décidé de réduire le tarif des logopédistes de 5 francs. Or, depuis des mois, son association était en discussion avec le Service de l'enseignement pour déboucher sur une convention tarifaire négociée, négociation à laquelle le chef du Département aurait mis un terme. Qu'il faille faire des économies, tout le monde en est conscient mais cette manière de traiter des partenaires de l'Etat interpelle à plus d'un titre et remet en question la fiabilité des discussions qui sont menées avec lui. Aussi, le Gouvernement peut-il nous indiquer, sans qu'il y voit une quelconque attaque personnelle, quelle sera la suite du dossier de convention tarifaire dans les mois à venir ? D'avance, nous remercions le Gouvernement de sa réponse.

M. Martial Courtet, ministre de la Formation, de la Culture et des Sports : Dans les 10 millions qui ont été demandés, c'est une des mesures qui fait partie du budget dont on va parler dans quelques minutes. Ceci étant dit, il faut préciser que ce Parlement nous demande des économies d'ici peu de temps, économies de l'ordre de 10 millions. Nous avons travaillé dans l'urgence pour faire des propositions et, de ce fait, celle-ci fait effectivement partie des propositions.

Ce qui est surprenant ici, c'est que l'on parle uniquement des logopédistes. Toutes les autres mesures d'économies ont été traitées de la même manière. Aucune mesure n'a été traitée avec une négociation préalable, que ce soit dans toutes les institutions sociales qui sont touchées, également dans l'enseignement qui est touché, dans les tarifications par rapport à la FRI, les subventions ou encore au niveau du monde paysan également touché. Dans la mesure où ces éléments n'ont fait l'objet d'aucune négociation préalable, il semble ici que nous pouvons répondre à cette question dans le cadre du budget.

Ceci étant dit, peut-être amener un élément quand même sur le montant des tarifs. C'est vrai que ça fait plusieurs années qu'on entend qu'il faut toucher à ce montant des tarifs. Je dois dire qu'on a toujours essayé de préserver cela, dans une bonne approche et de nombreuses discussions avec l'association jurassienne, depuis des années, pour trouver un consensus, une bonne façon de travailler. Je vous cite quelques chiffres avant de reprendre ce dossier. En 2013, les coûts uniquement de la logopédie privée dans le Jura étaient à 2,8 millions. En 2014, 3,1 millions, en 2015, 3,35 millions. On était dans une approche exponentielle d'augmentation. De ce fait, oui, il y avait depuis longtemps maintenant une remise en question de ces tarifs. Depuis des années, on évoquait le fait que nos voisins neuchâtelois sont à 120 francs de l'heure. Prenons un autre exemple, les Genevois sont à 130 francs de l'heure. Que la proposition du Gouvernement aujourd'hui soit à 125 francs de l'heure ne paraît à notre sens pas choquant mais la question sera reprise d'ici quelques minutes, j'imagine bien.

M. Loïc Dobler (PS) : Je ne suis pas satisfait.

Fermeture anticipée des écoles obligatoires une semaine avant Noël pour lutter contre la COVID

Mme Tania Schindelholz (CS-POP) : Le souci de voir les fêtes de fin d'année être fortement perturbées par l'augmentation des cas COVID existe grandement dans la population. En particulier, le risque de voir les enfants scolarisés et mis en quarantaine ou en isolement en raison de contamination au sein des écoles n'est pas à négliger.

En raison de ce risque important de perturbation de fêtes familiales dont tout le monde a besoin actuellement, le Gouvernement bernois a décidé de réduire les probabilités de quarantaine ou d'isolement pouvant se produire durant les fêtes, en fixant le dernier jour d'école au vendredi 17 décembre. Ainsi, les derniers contacts entre élèves se produiront une semaine avant Noël.

Aujourd'hui, nous apprenons que le Jura ne devrait pas suivre cet exemple. Si nous estimons que l'école en présentiel doit être privilégiée de manière générale, nous nous demandons si le maintien à tout prix d'une semaine d'école déjà amputée d'un jour, durant laquelle les apprentissages ne sont pas fondamentaux, n'est pas une option exagérée et si le Gouvernement, en l'occurrence, ne devrait pas accorder la priorité à des mesures préservant la santé des élèves et de leurs familles. Je remercie le Gouvernement de sa réponse.

M. Martial Courtet, ministre de la Formation, de la Culture et des Sports : Madame la Députée, permettez-moi de dire d'emblée que je ne partage pas votre analyse qui dit que les apprentissages ne sont pas fondamentaux. Cela remet en question le travail de l'école et des enseignantes et enseignants. De ce fait évidemment, je ne souscris pas à vos propos. Par contre, sur le fait de la consultation, je peux vous donner ces éléments d'information.

Sur la consultation fédérale que nous avons évidemment remplie, nous proposons une solution nationale. Nous pensons qu'en termes d'apprentissages, il serait judicieux que le Jura, mais l'ensemble des cantons suisses, puissent avoir la même ligne. C'est pour ça que nous avons proposé ceci. La décision du Conseil fédéral sera probablement ce vendredi, on verra si ça a été pris en compte. Si ce n'est pas pris en compte, effectivement, et c'était dans le Quotidien Jurassien ce matin, il a été répondu à ce niveau-là. Nous ne souhaitons pas, donc le Gouvernement jurassien, qu'il y ait des vacances anticipées pour les élèves, tout simplement parce que ça fait maintenant 21 mois que nous essayons de maintenir absolument l'école en présentiel. C'est ce qui est le plus efficace pour l'ensemble des élèves et nous tenons cette ligne maintenant depuis longtemps et nous continuerons à tenir cette ligne.

Vous dire également qu'à part Berne qui est cité effectivement comme exemple, les autres cantons romands ne prévoient pas, j'ai eu des échanges avec mes collègues encore hier, mes homologues des autres cantons, ne prévoient pas de vacances anticipées. Nous y voyons ici aussi un risque potentiel que s'il y avait des vacances scolaires anticipées, cela exigerait l'organisation de permanences dans les écoles primaires puisque tous les parents ne pourraient pas forcément s'organiser pour la semaine prochaine. Et, de ce fait, ces permanences seraient aussi un risque important de brassage d'élèves, un brassage encore plus important que maintenant où il y a le système de classes qui prévaut et donc potentiellement de contaminations. Pour ces diffé-

rents arguments, nous ne souhaitons pas venir à ces vacances anticipées. Je ne sais pas si vous serez satisfaite de ma réponse, Madame la Députée, mais ce dont je suis sûr, c'est que les élèves ne le seront pas.

Mme Tania Schindelholz (CS-POP) : Je suis partiellement satisfaite.

Faciliter l'inscription pour la vaccination

M. Gabriel Voirol (PLR) : La vaccination dans le canton du Jura est à la peine. L'arrivée de renforts de l'armée devrait permettre de rattraper un certain retard. Il convient néanmoins de relever que les procédures pour les rendez-vous vaccinaux apparaissent comme administrativement compliquées. Si la plage horaire proposée par téléphone à un candidat à la troisième dose ne lui convient pas, par exemple en raison d'un engagement déjà agendé à la date proposée, aucun autre rendez-vous ne lui est proposé immédiatement, la procédure prévoyant un rappel téléphonique ultérieur, ce qui n'est manifestement pas optimal.

L'ouverture plus large à l'administration de la troisième dose permet de simplifier les contrôles et il devrait être désormais possible d'utiliser un programme de réservation en ligne pour les rendez-vous vaccinaux, à l'image de l'application OneDoc, largement utilisée pour les tests COVID. Une telle application faciliterait la prise de rendez-vous et permettrait de mettre en ligne les plages libres pour la vaccination dans les différents lieux proposés pour celle-ci. D'où ma question : Le Canton envisage-t-il, à l'image du produit OneDoc, d'utiliser un outil informatique pour permettre l'enregistrement en ligne des réservations par les personnes qui souhaitent se faire vacciner ?

M. Jacques Gerber, ministre de l'Economie et de la Santé : Oui, Monsieur le Député, la vaccination est à la peine. Mais ce n'est pas dû au manque de réactivité du Gouvernement jurassien, bien au contraire. C'est dû au fait que la population est réticente à aller se faire vacciner, ce que dans la situation actuelle, nous avons effectivement, en tant que Gouvernement, du mal à comprendre.

Concernant la troisième dose, effectivement, nous avons eu des difficultés à rassembler suffisamment de ressources pour monter en puissance par rapport à cette vaccination. Mais comme toujours dans une crise, la réalité d'hier n'est plus celle d'aujourd'hui et j'ai l'avantage de pouvoir vous confirmer que, depuis hier soir, le site est ouvert pour toute personne qui désire prendre un rendez-vous en ligne dans les quatre centres actuellement à disposition. Avant l'arrivée de l'armée, nous n'avions tout simplement pas de disponibilité pour prendre davantage de rendez-vous. Aujourd'hui, c'est le cas jusqu'à la fin de l'année. Je ne peux dès lors qu'inviter l'ensemble de la population à profiter de cette infrastructure et de cette aide de l'armée jusqu'à la fin de l'année pour accélérer le rythme de la vaccination de la troisième dose, qui peut être donnée dans les quatre sites actuellement avec une inscription en ligne également.

M. Gabriel Voirol (PLR) : Je suis satisfait.

Capture de chats errants par la commune de Bonfol et réaction de l'AJPA

M. Romain Schaer (UDC) : Sous la rubrique des chiens

écrasés, nous avons pu lire dans la presse l'action menée de la commune de Bonfol au sujet de la capture de chats errants. La procédure mise en place par la commune s'est faite, à mon avis de maire, correctement. Et à ma grande surprise, l'Association jurassienne de protection des animaux (AJPA), qui s'est vue associée à cette capture des chats, instrumentalise cet événement via Facebook en montrant du doigt cette commune qui serait prête à euthanasier ces chats et se permet, par la voix d'un député, de déposer une motion no 1379 afin de les aider de manière plus accrue. Ma question : Peut-on tirer les oreilles à l'AJPA au niveau cantonal pour les remettre au pied ? Je remercie le Gouvernement de sa réponse.

M. Jacques Gerber, ministre de l'Economie et de la Santé : Monsieur le Député, le tirage d'oreilles ne fait pas partie des mesures et des outils à disposition du Gouvernement pour corriger des acteurs ou des institutions. Mais c'est avec plaisir que nous prendrons position sur votre future motion pour introduire cet instrument. Nous aurons le débat bien sûr au niveau du Parlement. Ceci étant dit, on sait que ce sont des sujets extrêmement sensibles qui mettent en relation des acteurs très engagés, passionnés et bien sûr l'Etat avec des bases légales qui, de toute façon, ne satisfont personne. Et souvent, derrière des personnes ou des situations, on a plus affaire à des problèmes sociaux, des problèmes de santé que réellement des problèmes en lien avec les animaux. Mais finalement ce sont eux qui souffrent de ces situations.

Je ne crois pas qu'on va débattre trop longtemps dans ce Parlement du cas précis que vous mentionnez. Ce qu'il faut savoir, c'est que l'AJPA a agi à Bonfol sur autorisation du Service cantonal des affaires vétérinaires en coordination avec la commune, et qu'uniquement les chats malades, transporteurs de maladies, ont été euthanasiés. Les autres sont progressivement capturés pour être placés dans des exploitations agricoles qui le désirent. Donc, je dirais d'un point de vue légal que tout va bien dans le meilleur des mondes. Mais, encore une fois, on sait que ce sont des sujets sensibles et on aura également l'occasion de reparler de la motion que vous mentionnez dans le courant de cette session.

M. Romain Schaer (UDC) : Je suis satisfait.

Desserte de Courcelon suite au nouvel horaire de MOBIJU

M. Boris Beuret (PDC) : Si le projet MOBIJU et l'introduction de son nouvel horaire est salué par le directeur de l'Office fédéral des transports et le directeur de CarPostal, les changements concrets sur le terrain laissent certains citoyens sur leur fin. En effet, certaines correspondances semblent insatisfaisantes à Delémont ou en Ajoie, mais c'est principalement la desserte du village de Courcelon qui a subi des modifications conséquentes et celles-ci m'interpellent.

En moyenne approximative, un bus sur deux de la ligne Delémont-Montsevelier ne s'arrête plus à Courcelon. Aux heures de pointe, ce sont même trois bus sur quatre qui passent de Courroux à Vicques ou l'inverse sans prendre la peine de faire le crochet par Courcelon, commune de 450 habitants tout de même. A la clé, une diminution conséquente des prestations fournies aux citoyens de ce village en matière de transports publics. Des écoliers qui se rendent

à l'école secondaire de Vicques arrivent en retard et des voyageurs arrivant de Porrentruy ou de Bâle peuvent devoir attendre 40 minutes et voir passer trois bus se dirigeant en direction du Val Terbi avant de pouvoir enfin monter dans un bus qui les amènera à bon port. Les abonnements contractés avant le changement d'horaire ne permettent clairement plus de profiter de la prestation vendue au temps de l'ancien horaire.

Ma question : Le Gouvernement peut-il nous expliquer pourquoi, suite à l'introduction de MOBIJU, on assiste à une telle diminution de la qualité des prestations en matière de transports publics dans le village de Courcelon ? Je remercie le Gouvernement de sa réponse.

M. David Eray, ministre de l'Environnement : Pour vous répondre, je pense que je vais avoir besoin de toute la matinée pour vous expliquer comment sont construits les horaires. En tous les cas, sachez que les horaires qui sont entrés en vigueur dimanche passé, il y a trois ou quatre jours, ont été mis en consultation deux fois. Les principaux utilisateurs ont pris note des consultations, ils ont émis des remarques, des demandes, des objections ou des observations particulières, ce qui n'a pas été le cas de l'école secondaire de Vicques. L'école secondaire de Vicques a découvert les nouveaux horaires lundi matin et a fait part lundi de deux demandes particulières pour adapter l'horaire, effectivement pour faciliter le transit et je dirais l'efficacité des transports pour certains élèves. On peut regretter le fait que les consultations n'aient pas été prises en compte par l'école concernée. Mais, par rapport aux deux demandes qui ont été faites, une a déjà été résolue. L'autre, en cours de résolution, nécessitera des adaptations de temps de départ de certains bus MOBIJU et voilà pourquoi vous semblez faire ces observations Monsieur le Député.

Quant au village de Courcelon, la même chose. Les consultations ont eu lieu. La commune a été informée, a été consultée. Des discussions ont eu lieu pour choisir la meilleure solution possible, en sachant que l'offre de transports qui a été mise en vigueur dimanche propose plus de transports globalement dans le canton, plus tôt, plus tard, plus de cadences. Au niveau de la région de Delémont, une nouvelle desserte très performante pour la Communauté qui concerne 4'000 travailleurs. Egalement en Ajoie des cadences à la demi-heure sur les heures de pointe pour toutes les lignes, donc ça c'est également très attractif. Au niveau des Franches-Montagnes, de meilleures correspondances pour accéder à Porrentruy, à Delémont, respectivement également sur Reconvilier, Tramelan et Bienne.

Le but du Gouvernement est bien évidemment de développer les transports publics, développer l'offre pour augmenter la part modale des transports publics. Chaque fois que la part modale est augmentée, c'est un impact diminué au niveau des transports, notamment au niveau des émissions carbone, sachant que les transports en Suisse émettent beaucoup plus de carbone lorsque c'est en mobilité individuelle par rapport aux transports publics. En résumé, Monsieur le Député, nous sommes conscients que l'horaire est bien meilleur pour une meilleure part modale, ce que souhaite le Gouvernement.

M. Boris Beuret (PDC) : Je suis satisfait.

Ordonnances pénales édictales pour infractions à la LCR à l'égard des ressortissants français et échanges

d'informations

M. Pierre-André Comte (PS) : Question récurrente malheureusement. Madame la ministre de l'Intérieur, de Journal officiel en Journal officiel, les publications du Ministère public ne manquent pas de créer un sentiment de malaise face aux infractions dénoncées. Dans le dernier numéro du 9 décembre, ce ne sont pas moins de neuf ordonnances pénales édictales qui sont prononcées pour infraction à la loi sur la circulation routière. Elles sont toutes destinées à des conducteurs, je cite : « Originaires de France, actuellement de domicile inconnu ».

Comme les amendes infligées ne sont pas vraiment lourdes, on imagine qu'elles ne seront pas payées, que les fautifs continueront de violer impunément la LCR avec les dangers que cela comporte pour la sécurité des piétons et des usagers de nos routes. Ma question est donc la suivante : Y-a-t-il partage d'informations sur le domicile des contrevenants entre les polices jurassienne et française et, le cas échéant, quelles voies sont possibles pour éradiquer le phénomène mis en exergue par le Ministère public ?

Mme Nathalie Barthoulot, ministre de l'Intérieur : Le partage de données entre les autorités françaises et suisses est exclusivement régi par l'accord entre la Suisse et la France relatif à la coopération transfrontalière en matière judiciaire, policière et douanière, appelé « Accord de Paris ». Par cet accord, les autorités suisses peuvent obtenir, sous diverses conditions, des données sur les automobilistes français, notamment leur identité et leur adresse de domicile. Les autorités suisses peuvent également puiser dans leur base de données interne comme par exemple dans SYMIC, la base de données qui recense notamment les autorisations de travail. Ainsi, lorsqu'une publication édictale est faite au Journal officiel, elle ne concerne donc principalement que les délits pour lesquels la notification d'une ordonnance pénale au domicile de l'automobiliste français n'a pas abouti.

Le processus, soyez rassuré Monsieur le Député, ne s'arrête toutefois pas là. Après la publication au Journal officiel et si l'amende demeure impayée, elle est transformée en une peine ferme de prison et un signalement est effectué à RIPOL, c'est-à-dire dans la base de données des polices en Suisse. Ainsi, dès que l'individu est contrôlé par un policier ou un garde-frontière, il doit soit immédiatement payer son amende soit purger la peine de prison de substitution avant d'être relâché quelques jours plus tard.

J'ajouterais finalement qu'il ne se passe pas une semaine dans le canton sans qu'une personne contrôlée par les policiers ou les gardes-frontière ne doive payer séance tenante une amende consécutive à un délit en raison de la publication de son identité à RIPOL. Il existe donc bel et bien, Monsieur le Député, un partage d'informations sur le domicile des auteurs de délits entre les autorités suisses et françaises. Celui-ci est strictement réglementé par le droit international et il n'accorde que très peu de latitude aux autorités cantonales qui doivent se plier à des procédures qui, parfois, peuvent être exigeantes. Elles ne sont toutefois de loin pas vaines puisque le passage dans le Journal officiel permet ensuite d'interpeller, lors de contrôles, les contrevenants qui jusque-là avaient pu se soustraire au paiement de leur amende.

M. Pierre-André Comte (PS) : Je suis satisfait.

Prélèvements sur les réserves d'Energie du Jura pour atténuer la hausse du prix du gaz

M. Ivan Godat (VERT-E-S) : Le 29 novembre dernier, nous apprenions dans la presse régionale qu'EDJ avait investi 500'000 francs pour atténuer l'augmentation du prix du gaz distribué dans la ville de Delémont et quelques villages de sa couronne pour le mois de décembre. Geste commercial pour reprendre les termes de la radio locale, qui va mettre EDJ dans les chiffres rouges pour 2021. Cette intervention non négligeable d'EDJ pour réduire la facture de gaz de ses clients situés sur une toute petite partie du territoire cantonal nous interpelle fortement, sachant qu'EDJ s'est vue confier par le Canton du Jura, par ailleurs actionnaire de la société à hauteur de 33,7%, le rôle d'instrument de la politique énergétique cantonale à travers un mandat de prestations.

Nous souhaitons donc connaître l'appréciation du Gouvernement vis-à-vis de cet investissement, notamment sous l'angle de sa compatibilité avec le mandat de prestations qui lie la société au Canton du Jura. Je remercie par avance le Gouvernement de sa réponse.

M. David Eray, ministre de l'Environnement : Monsieur le Député, vous avez bien résumé ce qu'il s'est passé ces derniers temps au niveau d'EDJ et du prix du gaz, prix du gaz qui semble-t-il est très haut, notamment par le fait que le nouveau gazoduc qui traverse l'Allemagne, qui s'appellerait semble-t-il Nord Stream 2 AG, n'a pas encore reçu l'homologation du Gouvernement allemand, ce qui fait que l'approvisionnement de l'Europe est pénalisé, les prix augmentent. Et effectivement, on le voit directement avec les conséquences, même jusque dans le Jura.

En ce qui concerne la décision du Conseil d'administration d'investir une partie des réserves pour absorber l'augmentation du prix, c'est une compétence du Conseil d'administration. Il n'appartient dès lors pas au Gouvernement de s'immiscer dans les compétences du conseil d'administration. Par contre, je peux vous rassurer, le Conseil d'administration, au travers des deux représentants de l'Etat au sein d'EDJ, est en contact avec le Gouvernement pour évaluer la situation actuelle et future.

Concernant votre question qui est précisément de savoir quelle est l'appréciation du Gouvernement entre le contrat de prestations transmis à EDJ et cette activité au niveau du gaz, il n'y a pas de lien aux yeux du Gouvernement puisque le contrat de prestations définit clairement les prestations attendues d'EDJ, prestations qui sont rémunérées à hauteur de ce qui est défini et cela n'a pas de conséquences directes.

M. Ivan Godat (VERT-E-S) : Je suis satisfait.

Non-reconduction de certains contrats du personnel du centre de vaccination à fin novembre et appel à l'armée

M. Yann Rufer (PLR) : Après avoir subi un quasi point mort à fin novembre, la vaccination reprend de l'ampleur suite à l'autorisation fédérale pour la troisième dose. Cette situation particulière a conduit le CEVAC à ne plus reconduire des contrats pour le personnel de vaccination alors que, quelques jours plus tard, on apprenait que le Canton allait faire une demande à l'armée afin d'obtenir du person-

nel qualifié pour répondre à la forte demande liée à la troisième dose. On a également pu lire dans la presse que, contrairement à la première intervention de l'armée, le personnel détaché cette fois-ci serait totalement formé et opérationnel pour la vaccination.

Ma question au Gouvernement : Au vu de la forte demande pour la troisième dose de vaccin, est-ce que le personnel vaccinal qui ne s'est pas vu reconduire son contrat à fin novembre a à nouveau été sollicité en priorité avant le recours de l'armée et est-ce que le personnel de l'armée est bien formé au préalable pour cette tâche ? Je remercie le Gouvernement de sa réponse.

M. Jacques Gerber, ministre de l'Economie et de la Santé : Deux questions en une mais comme elles sont importantes, je tâcherai de répondre aux deux. Vous l'avez dit, Monsieur le Député, fin novembre, nous n'avions plus suffisamment de personnes à vacciner pour maintenir l'ensemble des équipes, ce qui nous a obligé à ne pas reconduire onze contrats de personnes qui travaillaient dans ces centres. L'ensemble de ces personnes, à l'exception d'une, a été recontacté évidemment avant de faire appel à l'armée, ce n'est pas quelques jours plus tard, c'est un mois plus tard. Et dans le cadre d'une pandémie telle que nous la vivons, un mois c'est très long ou très rapide pour que la pandémie se développe.

La situation à début décembre, mi-décembre, n'est pas du tout la même que celle qui a conduit à ce non-report des contrats. Evidemment, toutes ces personnes ont été recontactées. Seules quatre d'entre elles ont pu réellement réintégrer les équipes parce que les autres ont retrouvé du travail. Six d'entre elles ont retrouvé du travail, une seule n'a pas été recontactée par les services de l'Etat pour des raisons propres. Pour le reste, beaucoup de personnes, suite à notre appel, se sont présentées librement à l'Etat pour mettre à disposition leurs compétences. Mais il est vrai que c'est extrêmement difficile d'intégrer dans les équipes les personnes qui veulent venir une demi-journée, quelques heures, entre midi et treize heures, le soir ou simplement le week-end, voire le dimanche. Et c'est un travail gigantesque d'intégrer ces personnes. On essaie de le faire mais on doit aussi garantir évidemment la qualité. Vous en conviendrez avec moi, il est préférable peut-être d'éviter de prendre toutes les personnes qui se présentent mais d'être capable de garantir la bonne qualité des piques qui sont faits dans ces centres.

Concernant le profil des militaires, ces militaires font partie d'écoles de longue durée au niveau sanitaire. Ils arrivent chez nous formés et la qualité est garantie, comme si vous aviez des infirmières qui prodiguent ce pique, donc aucun souci de qualité par rapport aux nouveaux centres avec l'appui de l'armée actuellement en fonction depuis lundi.

M. Yann Rufer (PLR) : Je suis satisfait.

Adoption de la fiche du plan directeur relative à l'énergie éolienne par le Conseil fédéral et calendrier de mise en œuvre

M. Alain Koller (UDC) : En date du 10 décembre dernier, le Conseil fédéral approuvait l'adaptation du plan directeur relatif à l'énergie éolienne. Maintenant, tous les feux sont verts pour les cinq nouveaux sites retenus et celui de la

Haute-Borne peut d'ores et déjà faire l'objet du projet modèle. Ma question est simple : Le Gouvernement peut-il nous informer sur le calendrier des travaux depuis aujourd'hui et jusqu'au premier kilowattheure qui sortira du futur parc de la Haute-Borne ? Merci au Gouvernement pour sa réponse.

M. David Eray, ministre de l'Environnement : Monsieur le Député, non. Le Gouvernement ne peut pas vous donner le calendrier des travaux, ni du coup de pioche ni de quoi que ce soit. Par contre, la prochaine étape dans ce projet modèle, c'est bien d'entrer en discussion avec les quatre communes hôtes également avec le porteur du projet en vue de démarrer le projet, démarrer les démarches et ceci bien évidemment avec une approche participative comme prévue dans la fiche. Je vous rappelle que les communes donnent leur accord à l'engagement de la procédure de plan spécial cantonal. C'est ce qui est précisé dans la fiche 5.06 et, en finalité, ce sera un plan spécial cantonal qui sera publié et déposé. Le calendrier dépendra de la vitesse d'avancement de chaque étape, de chaque procédure et peut-être également d'éventuelles oppositions qui pourraient être déposées au fur et à mesure des possibilités. On sait que dans ce domaine c'est sensible, ce sont des choses qui arrivent.

Mais en tous les cas, l'Etat est satisfait de voir le Conseil fédéral valider le travail qui a été fait, à la fois par le Gouvernement qui a proposé la fiche au Parlement et par le Parlement qui a validé cette fiche. On peut être satisfait du travail qui a été approuvé par le Conseil fédéral, même si le Conseil fédéral a mis un peu plus de temps que prévu pour valider cette fiche et, de ce fait, péjore un peu le calendrier qui sera défini au fur et à mesure des étapes.

M. Alain Koller (UDC) : Je suis satisfait.

Présentation du plan sectoriel des eaux et date d'adoption du périmètre réservé aux eaux

M. Bernard Studer (PDC) : Vendredi dernier, le Gouvernement jurassien a présenté son plan sectoriel des eaux. Le contenu et la forme de ce document stratégique sont d'excellente qualité. Ce plan fixe les orientations et les actions à réaliser d'ici 2030. Il comprend 54 mesures dans les domaines de l'approvisionnement en eau potable, de l'assainissement et de l'aménagement des cours d'eau. Parmi celles-ci, la mesure D8 « Appliquer les dispositions du plan spécial cantonal dans le terrain » a retenu notre attention. Elle indique que le plan spécial cantonal « Périmètres réservés aux eaux » sera approuvé en 2021.

Le Gouvernement peut-il nous indiquer si les oppositions formulées à son encontre lors du dépôt public intervenu il y a près de deux ans sont à présent levées et nous confirmer que son approbation interviendra bel et bien ces tous prochains jours ? Je remercie le Gouvernement de sa réponse.

M. David Eray, ministre de l'Environnement : Monsieur le Député, vous relevez un élément essentiel. Le périmètre réservé aux eaux est une mesure centrale du plan sectoriel des eaux. 96 oppositions ont été déposées, qui ont sollicité passablement le Service du développement territorial, l'Office de l'environnement et surtout le Service juridique. Le Gouvernement sera appelé à statuer sur les différentes oppositions très prochainement. Il était prévu que ce soit encore possible en 2021. Les différentes discussions budgétaires ont remis quelques priorités au sein du Gouvernement

et de la fonction publique mais il est prévu qu'au début 2022 le Gouvernement puisse statuer là-dessus et donc faire avancer ce projet sous réserve bien sûr des procédures ultérieures qui pourraient être engagées par l'un ou l'autre opposant.

M. Bernard Studer (PDC) : Je suis satisfait.

Situation cantonale et prévention face à la consommation forcée de GHB

Mme Céline Robert-Charrue Linder (VERT-E-S) : La problématique du GHB, drogue de soumission communément appelée drogue du violeur, s'invite de plus en plus dans l'actualité régionale. L'émission « Mise au Point » a d'ailleurs réalisé dimanche soir dernier un reportage à ce sujet. On dénombre des cas récents à Neuchâtel, à Bienne et dans le canton de Vaud, où l'interpellation d'une députée a incité le Conseil d'Etat à instaurer un dépistage systématique du GHB. En parallèle, la parole se libère, une réflexion s'opère et des moyens d'action sont instaurés. Ma question est la suivante : Quelle est la situation dans le canton du Jura et quels sont les moyens de prévention, voire d'actions, mis en place pour protéger les jeunes de ce fléau, qu'ils soient femmes ou hommes ? Ces derniers, il est important de le préciser, étant également concernés. Je remercie le Gouvernement pour sa réponse.

Mme Nathalie Barthoulot, ministre de l'Intérieur : Comme vous l'indiquez très justement, la consommation du GHB est actuellement très peu monitorée en Suisse. On ne dispose quasiment pas de chiffres à ce sujet, que ce soit en consommation volontaire ou en consommation forcée comme drogue du violeur. On sait uniquement qu'une consommation existe mais qu'elle est pour l'heure très marginale. Depuis plus d'une année, le Centre universitaire romand de médecine légale recherche systématiquement la présence de GHB lors d'analyses sur des victimes de violences ou d'accidents. Un premier rapport sur les résultats ne sera toutefois pas publié avant le printemps 2022.

Contrairement au cas signalé, notamment dans les cantons romands, aucun cas n'a été récemment signalé à la Police cantonale jurassienne. Il n'y a dans le canton du Jura et à ce jour aucune procédure pénale en cours pour une consommation forcée de GHB ni aucun cas signalé récemment. Le personnel hospitalier ainsi que les agentes et agents de la police sont sensibilisés et très attentifs à cette problématique.

A ce stade et compte tenu de la situation qui prévaut dans le canton, il n'y a pour l'heure pas de nécessité de prendre de mesures particulières. Le conseil qui peut néanmoins être donné est de toujours bien sûr avoir son verre sous surveillance, idéalement couvert lors de soirées dans des restaurants, des bars ou encore des boîtes de nuit.

En cas d'agression supposée, il faut absolument que les victimes se rendent le plus rapidement possible à l'hôpital en cas de suspicion d'ingestion contre son gré de GHB et/ou de violences sexuelles, en gardant toutes les traces sur soi. Cela veut dire sans se changer, sans prendre une douche avant de se rendre à l'hôpital. C'est très important parce qu'on le sait, le GHB est une drogue qui disparaît très rapidement et pour laquelle il est difficile de mettre parfois en évidence certaines preuves.

En conclusion, on peut à ce stade être plutôt rassuré car

la drogue du violeur ne semble pour l'heure pas d'actualité dans le canton du Jura. La Police cantonale reste néanmoins très attentive à l'évolution de la situation et les différentes informations qui circulent à ce sujet entraînent, je l'espère, une vigilance accrue du côté des jeunes.

Mme Céline Robert-Charrue Linder (VERT-E-S) : Je suis satisfaite.

Projet Land'art à Bonfol et subvention cantonale

M. Gauthier Corbat (PDC) : Le 23 juin dernier, la Fondation « Mémoire, Art et Forêt – Bonfol », à pied d'œuvre dans ses démarches de recherche de fonds pour le projet Land'art, sise sur l'ancienne décharge, informait de la prolongation du délai du plan d'affectation spécial, soit jusqu'à fin avril 2022. Passé ce délai, le mur de la halle d'excavation des déchets, symbole du site, sera détruit puis évacué par la chimie bâloise à fin 2021. Renseignements pris, le financement du projet n'est pas encore assuré.

L'importance mémorielle et historique du site est incontestable. Il est également un atout majeur du contrat d'axe pour la pérennisation de la ligne CJ Porrentruy-Bonfol, signé par les communes concernées et le Canton. Dans ce cadre, le Gouvernement est-il prêt à s'engager, le cas échéant, aux côtés de la Fondation afin de négocier le maintien de tout ou partie du mur, de manière à garder intact le potentiel du site pour d'éventuelles nouvelles propositions ? Je remercie le Gouvernement pour sa réponse.

M. Martial Courtet, ministre de la Formation, de la Culture et des Sports : Il faut peut-être rappeler Monsieur le Député, le rôle de chacun dans ce dossier. Vous avez mentionné la Fondation qui porte ce dossier et l'Etat qui est autorisé de subventionnement. Je peux donner quelques informations au niveau de ce subventionnement. Ici, au titre de conservation des monuments historiques, cela sera tout à fait envisageable. Effectivement, cela impliquerait l'inscription à l'inventaire des monuments historiques. On peut dire aujourd'hui que la Fondation peut sans autre nous contacter afin d'initier cette démarche.

Un monument historique peut être considéré comme tel en raison des aspects architecturaux, artistiques ou historiques. Selon ce que vous dites, et je rejoins votre propos, ce mur a indéniablement une valeur historique au vu de ce qu'il représente. De ce fait, je peux terminer ces informations sur deux éléments qui ont trait aux subventions. Il y a deux possibilités qui peuvent s'additionner. La première, c'est la subvention cantonale qui représente, et on le voit ces dernières années, un montant de l'ordre de 10% des frais subventionnables, ceux qui concernent les frais engendrés pour les travaux nécessaires à la conservation de ce mur en l'occurrence et, par effet de levier, le Canton du Jura, obtient, la plupart du temps, une subvention fédérale qui est de l'ordre de 10 à 15% de ces mêmes frais subventionnés.

M. Gauthier Corbat (PDC) : Je suis satisfait.

La présidente : Toutes les personnes inscrites ont pu poser leur question.

3. Modification de la loi d'organisation du Parlement (première lecture)

Rapport du Bureau du Parlement :

Mesdames et Messieurs les Députés,

Le Bureau du Parlement a l'honneur de vous soumettre une proposition de modification urgente de la loi d'organisation du Parlement qui vise à introduire l'exigence du certificat sanitaire pour l'accès à l'Hôtel du Parlement lors des séances plénières.

1. Motifs de la modification

Depuis son apparition en Suisse à la fin de l'hiver 2020, la pandémie de COVID-19 a bousculé le fonctionnement de nos sociétés. Elle a aussi modifié profondément le fonctionnement des organes politiques et administratifs. Les législatifs se sont retrouvés d'abord dans l'impossibilité de siéger au vu des mesures de protection sanitaires mises en œuvre. C'est ainsi que le Parlement jurassien n'a plus pu siéger du 5 mars au 26 mai 2020. Après une délocalisation dans une halle de gymnastique, un bref retour dans ses murs, une nouvelle délocalisation durant neuf mois à la Halle des expositions, le Parlement jurassien est de retour dans sa salle depuis le 1^{er} septembre 2021 seulement.

Face à la situation incertaine dans laquelle les législatifs sont plongés au gré des mesures sanitaires déployées, il apparaît opportun au Bureau, dans l'objectif de pouvoir continuer à siéger dans la salle du Parlement et de protéger au mieux les membres du Parlement, du Gouvernement, le personnel, la presse et les visiteurs, de pouvoir exiger la présentation du certificat sanitaire pour accéder à l'Hôtel du Parlement lors des séances plénières. Afin de respecter le droit constitutionnel d'un élu à siéger, des conditions particulières doivent toutefois être prévues pour les députés qui ne disposeraient pas du certificat et refuseraient le test.

Dans le contexte actuel, avec l'obligation du port du masque imposé dans les lieux clos, l'introduction du certificat sanitaire ne changerait pas fondamentalement la situation, si ce n'est qu'elle permet de s'assurer que la très grande majorité des personnes qui fréquentent l'Hôtel du Parlement lors des sessions est immunisée ou a été testée négative au COVID-19. Dans la perspective, que tout le monde espère, d'une amélioration de la situation sanitaire, l'obligation du port du masque pourrait à l'avenir être levée pour les détenteurs d'un certificat sanitaire dans les lieux clos, ce qui rendrait la participation aux séances du Parlement plus agréable. La modification légale proposée aurait alors tout son sens.

2. Détails de la modification légale

L'ordonnance fédérale COVID-19 situation particulière (RS 818.101.26) prévoit à son article 19 des dispositions particulières pour les législatifs communaux, cantonaux et fédéraux. Ils ne sont par exemple pas limités quant au nombre de participants. Le rapport explicatif du Département fédéral de l'intérieur (version du 8 octobre 2021, p. 25) prévoit par ailleurs au sujet de l'article 19, alinéa 1 : Certaines manifestations ne sont pas soumises à une limitation du nombre de personnes, le plan de protection prévu à l'article 10 étant toutefois obligatoire. Conditionner l'accès à la présentation d'un certificat n'est pas autorisé. C'est le cas des assemblées politiques législatives aux niveaux fédéral, cantonal et communal (p. ex. Landsgemeinden, assemblées communales, parlements cantonaux et communaux, séances de commissions), (...). Les rassemblements des

partis politiques ne sont pas considérés comme assemblées politiques.

S'il n'est donc pas permis d'exiger le certificat sanitaire pour les personnes ayant le droit, respectivement l'obligation de participer à des séances de législatif, plusieurs parlements ont tenu à imposer cette exigence pour l'accès à leur bâtiment, en prévoyant un régime particulier pour les élus.

C'est ainsi le cas des Chambres fédérales qui imposent désormais le certificat COVID-19 pour accéder au Palais du Parlement. Cette obligation a été insérée dans la loi sur l'assemblée fédérale (RS 171.10), par l'ajout de l'article 69a lors de la modification du 1^{er} octobre 2021 (en vigueur du 2 octobre 2021 au 31 décembre 2022). Cet article est formulé ainsi :

1. Toute personne âgée de 16 ans ou plus n'a accès au Palais du Parlement que sur présentation d'un certificat COVID-19 valide conformément à l'article 6a de la loi COVID-19 du 25 septembre 2020. La Délégation administrative peut suspendre cette mesure si la situation épidémiologique le permet.
2. Pour les personnes qui doivent impérativement avoir accès au Palais du Parlement, les coûts des tests éventuellement nécessaires à l'établissement du certificat sont remboursés. La Délégation administrative détermine les catégories de personnes ayant droit au remboursement.
3. La Délégation administrative règle les modalités du contrôle des certificats.
4. Les membres des Chambres fédérales qui ne présentent pas de certificat ont accès au Palais du Parlement s'ils portent un masque à l'intérieur de celui-ci. Les Services du Parlement tiennent une liste de ces députés à l'intention des personnes responsables de l'exercice du droit de disposer des locaux.

Certains cantons ont également franchi le pas dernièrement, en particulier Bâle-Ville et Nidwald qui ont introduit cette exigence. Des motions en ce sens ont été acceptées dans les cantons du Valais et de Lucerne.

Au niveau jurassien, au vu de la base légale fédérale, du rapport explicatif du Département fédéral de l'intérieur ainsi que de la pratique suivie par les Chambres fédérales, ni le plénum ni le Bureau ne peut décider de mettre en place le certificat COVID-19 avec les bases légales actuelles. C'est pourquoi il est proposé une modification de la loi d'organisation du Parlement, et non pas du règlement du Parlement, car on touche aux droits politiques et au droit d'un député ou d'une députée à siéger. La base légale proposée est similaire à celle retenue au niveau des Chambres fédérales à l'article 69a de la loi sur l'Assemblée fédérale.

Pour limiter toute chance de recours à la Cour constitutionnelle, il convient de respecter le droit à tout député ou toute députée de pouvoir siéger et exercer son mandat, en prévoyant, d'une part, que les coûts des tests nécessaires à l'établissement du certificat sont remboursés et, d'autre part, que les députés ou les députées qui ne présentent pas de certificat ont accès au Parlement s'ils portent un masque à l'intérieur. Ainsi, la restriction aux droits politiques et au droit d'un député ou d'une députée à siéger peut certainement être considérée comme proportionnée, car les parlementaires non vaccinés ou non guéris qui ne veulent pas se faire tester ne seront pas exclus des séances du Parlement. Le canton de Bâle-Ville a également procédé de la sorte. Cette

solution, retenue par la Confédération à l'article 69a précité, paraît ainsi pondérée et fondée.

Dans le détail, la modification de la loi d'organisation du Parlement consiste en l'ajout d'un nouvel article 65a dans les dispositions finales et transitoires de la loi. Le titre du chapitre VII doit ainsi être amendé afin d'y ajouter le terme transitoire. Les différents alinéas sont commentés ci-après.

Article 65a, alinéa 1

Lors des séances du Parlement, toute personne âgée de 16 ans ou plus n'a accès à l'Hôtel du Parlement que sur présentation d'un certificat COVID-19 valide conformément à l'article 6a de la loi fédérale du 25 septembre 2020 sur les bases légales des ordonnances du Conseil fédéral visant à surmonter l'épidémie de COVID-19 (loi COVID-19). Le Bureau du Parlement peut suspendre cette mesure si la situation épidémiologique le permet.

Cet article fixe le principe de la limitation de l'accès à l'Hôtel du Parlement aux personnes disposant d'un certificat sanitaire, si elles sont âgées de plus de 16 ans. Cela s'applique de manière générale aux parlementaires (avec les exceptions prévues aux alinéas suivants), aux membres du Gouvernement, au personnel du Secrétariat du Parlement et plus largement de la Chancellerie d'Etat, aux représentants des médias, au public et aux agents de la Police cantonale assurant la sécurité de la séance. On se limite à exiger le certificat sanitaire lors des séances du Parlement, étant entendu que le bâtiment accueille, hors session, d'autres visiteurs et administrés qui viennent à la Chancellerie d'Etat et pour lesquelles cette exigence ne serait pas proportionnée. Le Bureau est compétent pour suspendre la mesure avant son échéance légale si la situation épidémiologique le permet.

Il est fait référence à la loi fédérale COVID-19 (RS 818.102) qui définit le certificat sanitaire.

Article 65a, alinéa 2

Pour les personnes qui doivent impérativement avoir accès à l'Hôtel du Parlement, les coûts des tests nécessaires à l'établissement du certificat sont remboursés. Le Bureau du Parlement détermine les catégories de personnes ayant droit au remboursement.

L'alinéa prévoit que les tests permettant l'obtention du certificat sanitaire sont pris en charge par le Secrétariat du Parlement pour les personnes qui doivent impérativement avoir accès à l'Hôtel du Parlement. Le Bureau décide des catégories de personnes ayant droit au remboursement. Cela concerne au premier chef les députées et les députés mais éventuellement aussi des employées ou employés du Secrétariat du Parlement et de la Chancellerie d'Etat, si leur présence est indispensable.

Article 65a, alinéa 3

Le Bureau règle les modalités du contrôle des certificats.

Il appartient au Bureau du Parlement de régler les modalités de contrôle des certificats. A priori ceux-ci pourront intervenir à l'entrée de l'Hôtel du Parlement lors du contrôle des cartes de légitimation, de presse ou d'identité par la Police cantonale.

Article 65a, alinéa 4

Les députés qui ne présentent pas de certificat ont accès à l'Hôtel du Parlement s'ils portent un masque à l'intérieur de celui-ci. Le Secrétariat du Parlement tient une liste de ces députés.

Comme expliqué ci-dessus, il ne serait constitutionnellement pas admissible d'interdire l'accès à l'Hôtel du Parlement à un député ou une députée qui refuserait de se faire tester pour obtenir un certificat. Ainsi, l'alinéa prévoit que leur accès est possible moyennant le port du masque obligatoire en tout temps, et ce notamment lorsque l'obligation généralisée de port du masque actuellement en vigueur sera abandonnée. Le Secrétariat du Parlement doit disposer de la liste de ces personnes pour s'assurer qu'elles portent le masque et pour des questions de traçage.

Cette exception à l'exigence de présenter un certificat sanitaire ne concerne que les députées et les députés, par extension les suppléants, qui disposent du droit à siéger lorsqu'ils participent à la séance plénière.

Chiffre II, alinéa 1

Comme toute modification de loi, la modification proposée est soumise au référendum facultatif.

Chiffre II, alinéa 2

La Constitution cantonale, la loi sur les droits politiques et la loi sur les publications officielles ne permettent pas de faire entrer en vigueur une base légale qui crée des obligations sans attendre le délai référendaire, contrairement aux possibilités offertes par la Constitution fédérale dans le cadre de la législation d'urgence. Ainsi, si la modification qui vous est proposée par le Bureau est adoptée en première lecture le 15 décembre 2021, puis en deuxième lecture le 26 janvier 2022, elle pourra entrer en vigueur à l'échéance du délai référendaire. Il est donc proposé qu'elle entre en vigueur le 15 avril 2022 et qu'elle puisse ainsi déployer ses effets dès la session d'avril. Il est par ailleurs proposé d'en limiter la durée jusqu'au 31 décembre 2022, date d'échéance actuelle de l'article 6a de la loi COVID-19. Si d'aventure, il s'avérait nécessaire de prolonger encore ce délai, le Parlement serait invité à nouveau à se prononcer dans l'intervalle.

Conclusion

Même si le contexte sanitaire actuel a obligé les autorités fédérales et cantonales à réintroduire pour l'instant une obligation généralisée du port du masque dans les lieux clos, il apparaît opportun au Bureau d'utiliser tous les outils possibles pour assurer la meilleure sécurité sanitaire à l'ensemble des personnes présentes lors des séances du Parlement. Ainsi, prévoir l'exigence de présentation d'un certificat COVID-19 lui paraît judicieux, moyennant les conditions particulières s'appliquant pour les députées et députés afin de ne pas limiter le droit constitutionnel d'exercer leur mandat.

Le Bureau invite dès lors le Parlement à accepter la modification de la loi d'organisation du Parlement proposée.

Veillez croire, Mesdames et Messieurs les Député-e-s, à l'assurance de notre considération distinguée.

Delémont, le 7 décembre 2021

Au nom du Bureau du Parlement
de la République et Canton du Jura

La présidente :
Katia Lehmann

Le secrétaire général a.i.
Jean-Baptiste Maître

Loi d'organisation du Parlement

Le Parlement de la République et Canton du Jura,
arrête :

I.

La loi d'organisation du Parlement de la République et Canton du Jura du 30 septembre 2020 est modifiée comme il suit :

Chapitre VII (nouvelle teneur du titre)

CHAPITRE VII :
Dispositions transitoire et finales

Article 65a (nouveau)

Article 65a

¹ Lors des séances du Parlement, toute personne âgée de 16 ans ou plus n'a accès à l'Hôtel du Parlement que sur présentation d'un certificat COVID-19 valide conformément à l'article 6a de la loi fédérale du 25 septembre 2020 sur les bases légales des ordonnances du Conseil fédéral visant à surmonter l'épidémie de COVID-19. Le Bureau du Parlement peut suspendre cette mesure si la situation épidémiologique le permet.

² Pour les personnes qui doivent impérativement avoir accès à l'Hôtel du Parlement, les coûts des tests nécessaires à l'établissement du certificat sont remboursés. Le Bureau du Parlement détermine les catégories de personnes ayant droit au remboursement.

³ Le Bureau règle les modalités du contrôle des certificats.

⁴ Les députés qui ne présentent pas de certificat ont accès à l'Hôtel du Parlement s'ils portent un masque à l'intérieur de celui-ci. Le Secrétariat du Parlement tient une liste de ces députés.

II.

¹ La présente modification est soumise au référendum facultatif.

² La présente modification entre en vigueur le 15 avril 2022 et déploie ses effets jusqu'au 31 décembre 2022.

La présidente :
Katia Lehmann

Le secrétaire général :
Jean-Baptiste Maître

Mme Brigitte Favre (UDC), au nom du Bureau du Parlement : Lors de sa dernière séance du 25 novembre, le Bureau du Parlement a eu l'occasion d'examiner à nouveau les conditions à mettre en place pour l'accès au Parlement en lien avec la lutte contre la pandémie de la COVID-19. Suivant l'exemple des Chambres fédérales et d'autres cantons, tels que Bâle-Ville et Nidwald, en écho également à la motion interne no 154 déposée par Madame la députée Jelica Aubry-Janketic, le Bureau a décidé de vous soumettre une

proposition de modification urgente de la loi d'organisation du Parlement qui vise à introduire l'exigence du certificat sanitaire pour l'accès à l'Hôtel du Parlement lors des séances plénières.

Nos motifs principaux pour la proposition de cette loi sont le fait de pouvoir continuer à siéger même si la situation sanitaire devait se dégrader davantage et en même temps de protéger au mieux les membres du Parlement, du Gouvernement, le personnel, la presse et les visiteurs.

La loi que nous vous proposons convient de respecter le droit à tout député ou toute députée de pouvoir siéger et exercer son mandat. Il est donc prévu, d'une part, que les coûts des tests nécessaires à l'établissement du certificat sont remboursés et, d'autre part, que les députés qui ne présentent pas de certificat ont accès au Parlement s'ils portent un masque à l'intérieur. Les parlementaires non vaccinés ou non guéris, qui ne veulent pas se faire tester, ne pourront donc pas être exclus des séances du Parlement à l'instar de ce qui est en vigueur au niveau des Chambres fédérales.

Dans le détail, la modification de la loi d'organisation du Parlement consiste en l'ajout d'un nouvel article 65a dans les dispositions finales et transitoires de la loi. Le titre du chapitre 7 doit ainsi être amendé afin d'y ajouter le terme transitoire. Vous avez sûrement tous lu le nouvel article ainsi que les commentaires des alinéas dans le rapport du Bureau et je ne vais donc pas revenir ici sur chaque point en détail.

La Constitution cantonale, la loi sur les droits politiques et la loi sur les publications officielles ne permettent pas de faire entrer en vigueur une base légale qui crée des obligations sans attendre le délai référendaire. Si vous deviez donc accepter cette nouvelle loi telle que proposée par le Bureau à la première et à la deuxième lecture, elle pourra entrer en vigueur le 15 avril 2022. Il est proposé d'en limiter la durée jusqu'au 31 décembre 2022, date d'échéance actuelle de l'article 6a de la loi COVID-19. S'il s'avérait nécessaire de prolonger ce délai, le Parlement serait invité à nouveau à se prononcer dans l'intervalle.

Nous sommes conscients qu'actuellement le port du masque nous est imposé dans les lieux clos. Nous ne savons pas non plus quelles règles seront d'actualité au moment de l'entrée en vigueur de la loi. Nous espérons malgré tout que la situation sanitaire s'améliorera de nouveau et cela nous permettra que l'obligation du port du masque pourrait à l'avenir être enlevé lors des séances du Parlement pour les détenteurs d'un certificat sanitaire. L'échange d'un sourire aura enfin à nouveau toute son importance. Le Bureau vous invite donc, à l'unanimité, à accepter l'ajout de l'article 65a à la loi d'organisation du Parlement.

Mme Jelica Aubry-Janketic (PS) : A l'heure où l'accès à de nombreux secteurs est restreint aux détenteurs d'un certificat COVID, et ce depuis le 13 septembre dernier, l'absence d'une telle réglementation au sein de notre Parlement peut paraître comme un avantage indu et injustifié. En tant qu'élus, il est à notre sens de notre devoir de nous soumettre aux règles en vigueur et de manifester notre solidarité envers les acteurs de la santé publique, les acteurs économiques, culturels mais également envers la population en général, toutes et tous durement impactés par de telles restrictions.

Cette salle est exiguë et nous ne montrons pas un bon signal en y siégeant sans certificat COVID. Nous devons

donc adapter les bases légales pour siéger avec ces certificats par solidarité d'une part, mais par responsabilité et exemplarité d'autre part. Pour les élus qui ne souhaiteraient pas se conformer aux mêmes règles que le reste de la population en général, la modification de la base légale qui nous est soumise aujourd'hui prévoit tout de même des exceptions afin que le droit constitutionnel soit alors respecté. Mais j'ose espérer et au risque de paraître un brin moralisatrice, mais je l'assume et cela n'engage bien entendu que moi, j'ose espérer que les quelques personnes concernées par d'éventuelles exceptions joueront quand même le jeu, si je puis dire ainsi, en se conformant à ces tests, d'autant plus que ces derniers seront pris en charge.

Personnellement, et au vu de la péjoration de la situation sanitaire, je pousserais même le bouchon un peu plus loin en suggérant au Bureau du Parlement de proposer également et sporadiquement à l'ensemble des députés un test de dépistage COVID par pool salivaire, comme cela se fait dans différentes entreprises ou même dans les différents services de l'Etat, ceci à titre facultatif et volontaire bien entendu.

Sans surprise, vous l'aurez compris, le groupe parlementaire socialiste soutiendra à l'unanimité la modification de la loi d'organisation du Parlement telle que proposée aujourd'hui et vous invite, chères et chers collègues, à en faire de même pour toutes et tous sans privilège.

L'entrée en matière n'est pas combattue.

Tous les articles, le titre et le préambule sont adoptés sans discussion.

Au vote, en première lecture, la modification de la loi est acceptée par 56 députés.

4. Motion interne no 154 Certificat COVID au sein de l'Hémicycle – pour toutes et tous sans privilège Jelica Aubry-Janketic (PS)

(La motion interne a été retirée par son auteure.)

5. Arrêté portant octroi d'un crédit d'engagement pour le financement d'un contrat de prestations entre la République et Canton du Jura et la Fédération interjurassienne de coopération et développement (FICD) pour les années 2021 et 2022

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 4, 53 et 84, lettre g, de la Constitution cantonale,

vu les articles 45, alinéa 3, lettre a, et 49 à 51 de la loi du 18 octobre 2000 sur les finances cantonales,

arrête :

Article premier

Un crédit d'engagement de 496'000 francs est accordé au Délégué à la coopération et au Service de l'enseignement.

Article 2

Ce montant est imputable aux budgets 2021 et 2022 du Délégué à la coopération et du Service de l'enseignement et réparti de la manière suivante :

- un montant de 460'000 francs est imputable au budget du Délégué à la coopération, rubrique 790.3638.00.04 ;
- un montant de 36'000 francs est imputable au budget du Service de l'enseignement, rubrique 500.3130.00.05.

Article 3

¹ Il est destiné au financement du contrat de prestations entre la République et Canton du Jura et la Fédération interjurassienne de coopération et de développement (FICD) pour les années 2021 et 2022.

² Le Gouvernement est compétent pour conclure le contrat de prestations entre la République et Canton du Jura et la FICD.

³ Les décisions du Parlement relatives au budget de l'Etat sont réservées.

Article 4

Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

La présidente :	Le secrétaire général :
Katia Lehmann	Jean-Baptiste Maître

Mme Géraldine Beuchat (PCSI), au nom de la commission des affaires extérieures et de la formation et présidente d'icelle : Dans son message daté d'août 2021, le Gouvernement jurassien demande d'octroyer un crédit d'engagement pour le financement d'un contrat de prestations en faveur de la Fédération interjurassienne de coopération et de développement (FICD), pour les années 2021 et 2022. Le montant demandé est de 496'000 francs pour 2021-2022 réparti dans deux rubriques. Tout d'abord, un montant de 460'000 francs à imputer au budget du délégué à la coopération pour des prestations de coopération au développement. A noter que les charges administratives se montent à 12% du montant, ce qui est considéré comme acceptable. Le second montant est de 36'000 francs imputable au budget du Service de l'enseignement pour des prestations d'information et de sensibilisation aux enjeux du développement et du développement durable.

Depuis 2018, l'aide cantonale au développement est externalisée et confiée et à la FICD. L'octroi de subventions à cette Fédération se base sur l'article 53 de la Constitution jurassienne, selon lequel l'Etat encourage l'aide humanitaire et coopère au développement des peuples défavorisés. Cette notion est importante pour le débat car ancrée dans notre Constitution.

Dans ses séances des 7 octobre, 11 novembre et 2 décembre 2021, la commission des affaires extérieures et de la formation a étudié attentivement le message du Gouvernement, plus particulièrement les projets qui seront soutenus ou qui continueront à l'être par les fonds investis mais aussi le mode de délégation à la FICD avec les moyens de contrôle mis en place par le Gouvernement. Avec l'établissement de contrats de prestations, toute une série d'indicateurs, d'objectifs ont été fixés, ce qui assure un meilleur suivi. Le contrat de prestations entre le Canton et la FICD a été remis à la commission et n'a pas fait l'objet de commen-

taires. Des explications sur les moyens de contrôle par indicateurs ont également été transmises.

Les débats principaux au sein de la commission ont été de savoir, du moins pour certains groupes, pourquoi en cette période financièrement difficile pour le Canton, le Gouvernement est entré en matière pour un subventionnement sur deux ans. Il a été répondu qu'il s'agissait d'une volonté de la FICD de disposer d'un contrat sur plusieurs années, cela lui permettant d'aller négocier aussi des soutiens auprès de la direction pour le développement et la coopération de la Confédération suisse. De plus, la commission de gestion et des finances, à plusieurs reprises, a souhaité que le Parlement puisse se prononcer au sujet de la coopération. En adoptant cette méthode de contrats de prestations, le Gouvernement répond à cette requête.

Après un débat sur les montants proposés par le Gouvernement et les retours dans les groupes, la commission a accepté unanimement l'arrêté tel que proposé, ceci étant entendu que ces montants sont inscrits dans leur budget respectif. Pour le budget 2021, il était bien évidemment déjà adopté et, pour celui de 2022, voté tout à l'heure, il n'y a pas d'amendements prévus pour les points concernés. Ceci étant considéré, le débat en est resté là.

Je profite de remercier Madame la ministre Nathalie Barthoulot, Monsieur le chancelier Jean-Baptiste Maître et Monsieur Stéphane Berdat, délégué à la coopération, pour leurs explications et pour leur disponibilité. Concernant le groupe PCSI-PVL, je profite d'être à la tribune pour vous dire qu'il acceptera l'arrêté et soutient ainsi la politique du Jura en rapport avec l'aide au développement, l'aide aux plus démunis étant selon nous encore plus indispensable dans les périodes difficiles. Il vous invite à en faire de même.

Mme Nathalie Barthoulot, présidente du Gouvernement : Comme l'exposé de Madame la Présidente de la commission des affaires extérieures et de la formation a déjà été très consistant, elle a présenté différents aspects que j'imaginai vous présenter, je vais donc limiter mon propos de manière drastique. Comme cela a été dit, le débat qui nous occupe actuellement, est un débat important qui traite d'une activité parmi les plus symboliques conduite par la République et Canton du Jura, l'aide au développement. Symbolique parce que le Canton du Jura a été le premier de tous les cantons suisses à faire figurer dans sa Constitution une référence à l'aide au développement. Comme Madame la Députée l'a indiqué tout à l'heure, c'est l'article 53 qui précise et qui rappelle cet engagement : « L'Etat encourage l'aide humanitaire et coopère au développement des peuples défavorisés ». Au plan constitutionnel, le Jura a donc été un pionnier en matière de développement. S'agissant de la Constitution jurassienne, j'ajouterai encore qu'elle fait aussi référence au développement durable. Il n'est pas inutile ici de rappeler que le développement durable introduit la notion de responsabilité sociale au sens large, donc également avec les pays pauvres. Dans ce contexte, les efforts jurassiens en faveur des plus démunis s'inscrivent aussi dans une perspective de développement durable.

En application de sa Constitution, le Jura, comme cela a été dit, fut le premier des cantons suisses à être actif dans ce domaine de la coopération, en gérant jusqu'en 2018 ses propres projets de développement, notamment au Cameroun, selon des modalités et des principes qui lui étaient propres. Le contrat avec la FICD y fait du reste pleinement référence.

Mesdames et Messieurs les Députés, la mise en œuvre de l'article 53 de notre Constitution a un coût, 496'000 francs pour deux années. Ce coût, le Gouvernement l'estime tout à fait acceptable. En regard du budget cantonal, le montant annuel demandé à votre Parlement correspond très exactement à 0,025% des charges du Canton. Ce taux a fortement diminué ces dernières années et le Gouvernement estime qu'il n'est pas souhaitable de le diminuer encore. Par ce geste de solidarité et en acceptant cet arrêté, il s'agit de redonner un peu d'espoir à des populations durement touchées par le sous-développement. Il s'agit aussi de donner corps à une certaine idée du Jura ouvert et généreux.

L'entrée en matière n'est pas combattue.

Tous les articles, ainsi que le titre et le préambule, sont acceptés sans discussion.

Au vote, l'arrêté est accepté par 54 voix contre 1.

6. Interpellation no 978

Un Jura militant pour le climat ?

Baptiste Laville (VERT-E-S)

Le Ministère public jurassien a condamné au mois d'octobre un militant jurassien d'Extinction Rebellion qui cherchait pacifiquement et de manière mesurée, par le blocage d'une route durant quelques minutes, à alerter la population jurassienne quant aux multiples dangers d'une inaction collective face au changement climatique. Plusieurs Juras-siennes et Juras-siens ont récemment été condamné-es par des tribunaux d'autres cantons pour des actions en tous points similaires. Bien que la justice ne se montre actuellement pas clément avec ces lanceurs et lanceuses d'alerte, il semble particulièrement important de rappeler que le jugement de première instance du procès des activistes de *Lausanne action climat* reconnaissait que la gravité du dérèglement climatique peut justifier des actes de désobéissance civile non-violente d'ampleur raisonnable. Bien que débouté par le Tribunal fédéral, ce jugement ainsi que de nombreux avis de scientifiques, prouvent que l'état de nécessité clamé par les militant-es du climat n'est pas infondé et qu'il pourrait bien être reconnu un jour ou l'autre.

Si la séparation des pouvoirs entre la justice et le monde politique doit être respectée, le Gouvernement jurassien, sans s'opposer aux décisions de justice, est certainement particulièrement sensible au fait que certain-es de ses citoyen-nés soient réprimandé-es pour un engagement pacifique en faveur de la collectivité. Fort d'une histoire marquée par le militantisme, le Canton du Jura est certainement en mesure, mieux que d'autres, de comprendre la valeur politique de l'engagement de ces militant-es du climat : les actes de militantisme, même s'ils sont parfois dérangeants, peuvent être légitimes et indispensables pour faire évoluer la société.

Face à la gravité de la situation climatique, face à des réactions politiques trop peu ambitieuses et trop lentes, face à des militant-es jurassien-nés du climat sanctionné-es par la justice, le groupe VERT-E-S et CS-POP souhaite interpeller le Gouvernement jurassien quant à sa position sur les questions suivantes :

1. L'état d'urgence climatique ayant été adopté par le Législatif cantonal en 2019, le Gouvernement jurassien peut-il admettre, tout comme l'affirment les militant-es pacifiques du climat, que la gravité de la situation climatique

n'est pas encore assez prise en considération par les pouvoirs publics ?

2. Le Gouvernement jurassien, fort de l'histoire cantonale, reconnaît-il la valeur politique de l'engagement des militant-es pacifiques du climat ?
3. Que propose le Gouvernement jurassien aux militant-es du climat pour qu'ils, qu'elles soient mieux entendu-es dans les processus institutionnels ?

M. Baptiste Laville (VERT-E-S) : Cette interpellation traite du climat. J'aimerais d'abord remettre quelques éléments en avant au sujet du climat. Depuis le début des recensements de la température en 1880, cela fait déjà un moment, la température moyenne de la planète a augmenté de 1,1 degré. Les six dernières années de recensement au niveau global sont les six années les plus chaudes jamais recensées. En Suisse, la température moyenne a augmenté de plus de 1,8 degré en seulement cinquante ans. Pour la moyenne de la température suisse, l'augmentation est plus importante qu'au niveau mondial.

La concentration de CO₂ dans l'atmosphère est aujourd'hui plus haute qu'au cours des 2,5 à 15 millions d'années qui ont précédées ce jour. La situation, Mesdames et Messieurs, est particulièrement inquiétante. Elle est tellement inquiétante qu'un rapport a été remis par le groupe d'experts intergouvernemental sur le climat (GIEC). Ce rapport d'experts intergouvernemental, qui est un groupe tout à fait sérieux qui comprend plus de 234 auteurs de plus de 66 pays et qui fait référence à plus de 14'000 articles scientifiques, est un rapport très clair et inquiétant. Il fait valoir qu'à moins d'une réduction immédiate, rapide et massive des émissions de gaz à effet de serre, la limitation du réchauffement aux alentours de 1,5 degré ou même 2 degrés sera tout bonnement et simplement hors de portée. Autant dire qu'il ne faut pas perdre de temps. Et ce que ce rapport dit, c'est que le but de 1,5 ou 2 degrés, c'est la limite qu'il faut se donner pour que l'impact soit supportable par la société, par les habitants de cette planète. Au-delà de 1,5 ou 2 degrés, cela deviendra très difficile pour nos sociétés. Cette situation est donc particulièrement alarmante et il faut la prendre particulièrement au sérieux.

Il faut bien être honnête. Face à un manque d'actions des pouvoirs publics, nous l'avons encore vu durant la Conférence de Glasgow et les autres conférences sur le climat, des citoyennes et des citoyens s'inquiètent, s'engagent et essaient d'alerter les responsables politiques. Ces citoyens et ces citoyennes sont des citoyens responsables et s'engagent, il est vrai, avec des actes forts, courageux, peut-être parfois aussi des actes de désobéissance civile que nous connaissons ici dans le Jura. Je vous ferais remarquer que les images qui se trouvent dans ce Parlement nous prouvent bien que la désobéissance civile peut apporter des choses au niveau politique.

Ce qu'il faut retenir, c'est surtout que ces gens s'engagent toujours de manière mesurée et de manière non violente, c'est terriblement important. Qu'ont-ils fait ? Ici, dans le Jura, ils ont fait quelques blocages de routes pendant une ou deux minutes. Ils ont fait des manifestations, on les a vus ce matin avec des pancartes, et ils ont fait peut-être aussi des affichages du rapport du GIEC, justement sur la façade du Parlement. Mais, je vous rassure, avec de la colle de farine qui s'enlève sans trop de difficultés. Ces infractions sont donc belles et bien bénignes, sont bel et bien mesurées et

n'ont pas pour but de saccager notre démocratie ou de saccager des processus démocratiques mais bien de nous alerter. Ces citoyens qui nous ont accueillis aujourd'hui ne sont donc pas, chères et chers collègues, des citoyens qu'il faut craindre, ce ne sont pas de dangereux extrémistes comme on voudrait nous le faire croire. Ce sont justement des gens qui cherchent le dialogue. Ils étaient là ce matin et ils cherchent le dialogue, sinon ils ne seraient pas ici ce matin à essayer de nous alerter. Ces gens, ces militants pour le climat, ce sont des gens comme vous et moi, ce sont des pères et des mères de famille qui ont du travail, qui ont des situations et qui prennent des risques. Ce sont des jeunes gens qui s'inquiètent pour leur futur, des jeunes gens qui sont très souvent des gens très bien formés et hautement diplômés.

Ces gens tirent la sonnette d'alarme. Ces Jurassiennes et ces Jurassiens s'engagent malheureusement de manière évidente, car ils ont commis effectivement des actes qui sont de la désobéissance civile et ils ont été sanctionnés par la justice.

Je tiens à dire ici que je respecte tout à fait les décisions prises par la justice et que je ne remets pas en cause la séparation des pouvoirs, entre le pouvoir politique et le pouvoir judiciaire. Mais j'imagine, pour ces militants qui ne cherchent rien d'autre qu'à nous alerter et à faire prendre conscience à la population et aux élus politiques qu'il faut agir et agir de manière rapide, qui s'engagent pour le bien commun, j'imagine volontiers la profonde douleur, la profonde difficulté qu'ils doivent ressentir à être sanctionnés par la justice. Car imaginons un seul instant, chères et chers collègues, que, malgré ces condamnations qu'ils subissent, ces citoyens aient raison de s'engager et aient raison de sonner l'alarme. Ne devrions-nous pas être capables, en tant qu'hommes et femmes politiques, d'agir au préalable, d'anticiper les événements ? Nous le voyons ici avec la période COVID que nous vivons, on peut se poser des questions. Pourquoi est-ce que l'on attend toujours d'être devant le mur pour agir ? Pourquoi durant cette période COVID, n'avons-nous toujours que six places de soins intensifs ? Pourquoi sommes-nous aujourd'hui obligés de demander l'aide de l'armée alors que nous pouvions aussi nous organiser au préalable ?

La crise climatique, chères et chers collègues, risque d'être encore plus violente que la crise COVID que nous connaissons. C'est l'essence même que le rapport du GIEC nous donne. Il ne faut pas attendre le dernier moment pour s'engager et c'est ce que ces gens nous disent. Où sont au budget 2020, les millions de francs qui devraient être utilisés et qui devraient être planifiés pour lutter contre le réchauffement climatique ? Ils ne sont pas suffisamment là. Personnellement, je pense que ces militants que nous avons vus ce matin et qui s'engagent ont raison d'agir. Ils ont raison de nous alerter. Grâce à leurs efforts, grâce à leur engagement, cela nous met la pression. Cela nous permet aussi d'agir plus vite et de prendre la situation au sérieux.

Je pense aussi que le Jura, de par son histoire, les images que nous avons ici, est capable mieux que d'autres cantons de comprendre ces actes de militantisme qui sont des actes, comme je l'ai dit, toujours mesurés et non violents. Ce que ces militants pour le climat nous disent, c'est que nous en savons déjà assez, il faut maintenant passer aux actes et il faut avoir le courage de passer aux actes. En ce sens, ces militants pour le climat sont exceptionnels, eux au moins ils et elles s'engagent et ils assument leurs responsabilités.

J'aimerais donc demander au Gouvernement, au travers

de cette interpellation, s'il est capable aujourd'hui de donner un signe politique en direction de ces gens pour savoir si une reconnaissance politique de leur engagement peut être émise au travers de trois questions. J'aimerais savoir si le Gouvernement peut être d'accord avec les militants du climat par rapport à la question de savoir si la gravité de la situation climatique n'est pas encore assez prise au sérieux par les pouvoirs publics. J'aimerais savoir si le Gouvernement reconnaît la valeur politique de l'engagement pacifique des militants du climat. Et j'aimerais savoir ce que propose le Gouvernement à ces militants pour qu'ils soient mieux entendus dans les processus institutionnels.

Mme Nathalie Barthoulot, présidente du Gouvernement : Le Gouvernement n'entend pas commenter les décisions de la justice qui se sont inscrites dans le prolongement des diverses actions de militantes et militants en faveur du climat. Comme vous le mentionnez très justement dans votre texte, Monsieur le Député, la séparation des pouvoirs doit être respectée et le Gouvernement ne peut que rappeler ici que les dispositions légales du Code pénal et d'autres lois qui régissent le vivre ensemble dans notre société s'appliquent à toutes les citoyennes et à tous les citoyens, quelle que puisse être la cause défendue. Empêcher la circulation, souiller des bâtiments protégés, s'en prendre à la propriété d'autrui sont des actes qui peuvent conduire à des poursuites et à des sanctions de la part des autorités judiciaires. Et tout militant sait qu'en enfreignant ces règles, il s'expose à une condamnation. Le respect de l'état de droit implique l'égalité de traitement face à la loi dans la poursuite pénale. Il appartient ensuite au juge de fixer une sanction en tenant compte de l'ensemble des circonstances.

Le Gouvernement salue bien évidemment la mobilisation de nombreuses personnes et notamment des jeunes en faveur de la question climatique. Il y a urgence, il y a nécessité d'agir et l'heure est grave, notamment si on se réfère au dernier rapport établi par le GIEC. Toutefois, la défense de cette cause, comme d'autres d'ailleurs, n'autorise pas d'enfreindre la loi, notamment dans un pays comme le nôtre qui offre un nombre important de moyens d'expression politique. Consultations, pétitions, initiatives populaires, référendums et, surtout, participation aux élections aux divers niveaux de l'Etat sont autant de possibilités d'influer et d'agir sur les décisions des autorités. Les militantes et militants du climat doivent être encouragés à utiliser ces différentes solutions et à faire des propositions concrètes dans le débat public.

A l'échelle du canton, on doit constater que, malgré l'organisation d'échanges avec des représentants du Gouvernement, aucune proposition concrète et applicable n'a été formulée à ce jour. Dans votre interpellation, vous soulevez la question de savoir si le Gouvernement peut admettre que la gravité de la situation climatique n'est pas encore assez prise en compte par les pouvoirs publics. Cette question relative à la lutte contre le réchauffement climatique traverse aujourd'hui l'ensemble des politiques publiques, que cela soit au niveau local, cantonal, national et même international. Les différentes autorités politiques intègrent toujours plus cette problématique dans leurs réflexions et leurs actions mais n'y répondent pas toutes avec le même engagement. Il faut toutefois constater que la mise en place de solutions rapides et socialement acceptables n'est pas toujours facile. Il suffit dans ce cadre de se rappeler le refus par la population suisse en juin dernier de la loi fédérale sur le CO₂. Ce refus va assurément freiner certaines avancées et réduire les ressources à disposition de la Confédération et

des cantons pour avoir les moyens de mener une véritable politique en faveur du climat.

Au niveau cantonal, par la préparation en cours du plan climat, des diverses conceptions en matière d'énergie, de transports publics, d'aménagement du territoire, de développement économique, l'Etat jurassien essaie de mettre sa pierre à l'édifice dans la lutte contre le réchauffement climatique avec les ressources et les moyens qui sont les siens. Il investit également dans l'adaptation au changement climatique, par exemple dans les eaux, les forêts ou encore de la biodiversité. Enfin, si les pouvoirs publics ont naturellement un grand rôle à jouer, chacune et chacun d'entre nous peut ou plutôt doit agir à son niveau en tant que consommateur sur la situation climatique.

En conclusion, Monsieur le Député, l'engagement en faveur du climat est une nécessité. Toutefois, le Gouvernement ne peut absolument pas soutenir la commission d'infractions dans ce cadre car elles ne sont pas acceptables ni nécessaires dans le fond pour sensibiliser valablement à la cause. Quant à faire en sorte que la voix des militantes et des militants du climat soit mieux entendue, comme je l'ai rappelé tout à l'heure, il existe de nombreux outils issus de notre démocratie qui permettent de se faire entendre. A eux de les utiliser.

M. Baptiste Laville (VERT-E-S) : Je suis partiellement satisfait.

7. Question écrite no 3413

La Rauracienne : modification ou disparition ?

Christophe Schaffter (CS-POP)

Dans le cadre du transfert de Moutier, le Gouvernement jurassien a accepté les revendications bernoises et entend faire disparaître les articles 138 et 139 de la Constitution jurassienne. Une note de bas de page devrait toutefois subsister.

Le Gouvernement bernois semble ainsi dicter le contenu du droit jurassien, à tout le moins partiellement, puisqu'il a réussi à imposer la disparition d'un article déjà absent de la Constitution depuis bien longtemps (article 138) et d'un autre qui a sérieusement du plomb dans l'aile depuis le vote de 2013 (article 139).

Cette forfaiture historique, juridique et culturelle devra être expliquée aux citoyen·nes, notamment aux Jurassien·nes habitant le Jura, de Moutier à La Neuveville. Ce renoncement, accompagné de l'abandon autoproclamé et répété de la Question jurassienne, devrait engendrer une modification de la première phrase de la Rauracienne, hymne officiel de la République et Canton du Jura (RSJU 105.1).

En attendant une nouvelle version de la Rauracienne, est-il encore envisageable d'entendre la version actuelle résonner dans les travées du Parlement jurassien ? Sans doute pas, tant elle peut représenter une agression vis-à-vis de nos nouveaux amis, complices de ceux-là mêmes qui traitaient les Jurassien·nes de rats il n'y a pas si longtemps et qui ont tout fait pour torpiller les votes de Moutier de 2017 et 2021.

Les questions suivantes sont posées au Gouvernement :

1. Le Gouvernement jurassien a-t-il l'intention de modifier la première phrase de l'actuelle Rauracienne pour en

proposer une version actualisée et acceptable pour la Berne cantonale ?

2. En attendant, entend-il suspendre le chant de la Rauracienne lors des cérémonies officielles organisées par les autorités, en particulier celles se déroulant au Parlement jurassien, afin de rester fidèle à sa feuille de route et de ne pas vexer nos nouveaux amis ?

Réponse du Gouvernement :

Comme le relève la question écrite, dans le cadre des discussions ayant eu cours depuis 2012 avec le canton de Berne, sous l'égide de la Confédération, le Gouvernement jurassien s'est plusieurs fois engagé, une fois les différents votes prévus par la déclaration d'intention de février 2012 entrés en force, à considérer la Question jurassienne comme institutionnellement réglée et à adapter en conséquence sa législation.

Ainsi, dans le cadre des discussions avec le canton de Berne et la Confédération concernant la feuille de route signée le 22 septembre 2021, il a été demandé que le canton du Jura confirme ses engagements, d'une part, de retirer le texte de l'article 138 de la Constitution cantonale publiée au recueil systématique et, d'autre part, à ce que l'article 139, dont l'unique objet était lié au vote du 24 novembre 2013, soit abrogé avant l'entrée en vigueur du concordat relatif au transfert de la ville de Moutier.

Dans la perspective d'accueillir la ville de Moutier le plus rapidement possible et comme il s'y était engagé, le Gouvernement a consenti à la suppression de l'article 138 du texte de la Constitution cantonale publié dans le recueil systématique, étant entendu que cet article n'a jamais eu de portée juridique depuis la décision des Chambres fédérales de ne pas lui accorder la garantie fédérale et qu'il aurait donc déjà pu, ou dû être « absent de la Constitution cantonale depuis bien longtemps », comme le mentionne l'auteur de la question écrite.

Tout autre est la situation de l'hymne cantonal « La Nouvelle Rauracienne ». Si ce chant patriotique a accompagné dès 1950, et la réécriture des paroles de La Rauracienne originale par Roland Béguelin et Roger Schaffter, toutes les manifestations en lien avec le combat pour l'indépendance du Jura, le Parlement a décidé, par arrêté du 21 juin 1990, d'en faire l'hymne officiel de la République et Canton du Jura. Paroles et musique sont ainsi définies dans la législation jurassienne en vigueur et publiées à juste titre dans le recueil systématique (RSJU 105.1).

Partant de ces éléments, le Gouvernement répond comme il suit aux questions posées.

Réponse à la question 1 :

Non, le Gouvernement n'envisage aucunement de modifier le texte de la Nouvelle Rauracienne. Seul le Parlement pourrait en décider le cas échéant. La Nouvelle Rauracienne n'est par ailleurs pas le seul hymne national dont les paroles reflètent l'histoire de la nation et la volonté de sa population, quand bien même la situation a pu évoluer depuis.

Réponse à la question 2 :

Non. Tant que le Parlement n'en aura pas décidé autrement, la Nouvelle Rauracienne est l'hymne cantonal jurassien. Il se doit donc d'être joué lors de certaines cérémonies officielles organisées par l'Etat. Il n'y a aucune velléité manifestée de faire autrement.

M. Christophe Schaffter (CS-POP) : Je suis satisfait.

8. Budget 2022 de la République et Canton du Jura

a) Arrêté concernant le budget et la quotité de l'impôt pour l'année 2022

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 84, lettre f, de la Constitution cantonale,

vu la loi du 18 octobre 2000 sur les finances cantonales,

vu l'article 2, alinéa 3, de la loi d'impôt du 26 mai 1988,

arrête :

Article premier

Le Parlement arrête le budget pour l'année 2022.

Article 2

La quotité de l'impôt est fixée à 2,85.

Article 3

Le budget de l'année 2022 est soumis au référendum obligatoire, sous réserve d'une dérogation au frein à l'endettement adoptée par le Parlement conformément à l'article 123a de la Constitution cantonale.

La présidente :	Le secrétaire général :
Katia Lehmann	Jean-Baptiste Maître

M. Romain Schaer (UDC), rapporteur de la majorité de la commission de gestion et des finances : Une fois n'est pas coutume, c'est un novice qui vous présente le rapport pour la majorité de la commission de gestion et des finances, plus connue sous l'abréviation CGF, pour le budget 2022. Tâche ô combien délicate, ce d'autant plus que le père des rapports de la CGF pour les budgets et comptes n'est autre que notre président de commission, le député André Henzelin. Sachant que je ne réussirai pas à surfer sur la vague Henzelin, je vais donc plutôt faire du super G. En préambule, au nom de la CGF et en mon nom personnel, je tiens à remercier l'administration cantonale et plus particulièrement la Trésorerie générale par l'intermédiaire de Pascal Charmillot et de Pierre Bersier pour le travail colossal fourni en amont de ce budget et durant ces derniers jours surtout. Dans la foulée, la commission remercie le Gouvernement pour sa disponibilité et ses réponses apportées aux multiples questions des commissaires et particulièrement Madame la ministre Rosalie Beuret Siess, qui s'est appliquée fortement à trouver des solutions aux demandes appuyées de la CGF. Je n'oublie pas non plus notre président de commission qui a transpiré et passé par tous ses états pour obtenir un résultat non négligeable.

L'entrée en matière, après un tour d'échauffement, a été acceptée par une majorité de la commission : 6 voix pour, 2 contre et 3 abstentions. Ceci étant acquis, le travail politique du budget s'est concentré à garder le paquet tel que proposé par le Gouvernement dans sa nouvelle mouture suite au balon d'essai du 7 septembre 2021. Ce budget, version 23 novembre 2021, ne réjouit personne mais satisfait une grande majorité jusqu'à ce jour. Il boucle avec un déficit de 20'514'300 francs et ce sont 10'142'000 francs de mieux par rapport à la première mouture. Dans ce montant, se trouve une mise à jour des données fiscales de plus de 5,5 millions

et des mesures sur le compte des résultats de moins 4,6 millions. En ce qui concerne la marge de manœuvre restante, il n'y en a pratiquement pas du moment que les parts de la Banque nationale ont été calculées au maximum.

La pierre d'achoppement en ce moment est la maîtrise des charges en personnel pour un montant de 3,4 millions sur le budget 2022, maîtrise qui n'est pas contestée par les partis politiques, juste les moyens pour y parvenir posent problème vis-à-vis des propositions du Gouvernement. D'où l'initiative parlementaire interpartis soumise pour une ponction des salaires plutôt qu'une baisse des prestations en faveur de nos jeunes en formation, apparemment aujourd'hui plus d'actualité depuis ce matin mais reste en réserve si la nuit était de mauvais conseil. En tous les cas, cette démarche prouve qu'au sein de la CGF on tient à avoir un budget pour débiter l'année 2022. Le jeu politique dans cette phase si budgétaire n'est pas souhaitable et souhaité car le travail de fond sur le programme équilibre débutera en 2022. Evitons de jouer aujourd'hui au manche à balai.

Ainsi, la CGF propose au Parlement de voter l'entrée en matière et d'accepter le budget 2022 tel que proposé dans sa version du 23 novembre 2021 et par la même de pouvoir approuver la dérogation au frein de l'endettement.

M. Rémy Meury (CS-POP), rapporteur de la minorité de la commission de gestion et des finances : Cela fait très longtemps, trop longtemps diront certains, que je suis député et je suis heureux de l'avoir été cette année pour être témoin d'un nouveau fonctionnement de nos institutions. En effet, jusqu'à présent, lorsqu'un vote avait lieu, la majorité l'emportait et tant pis pour la minorité. Je le sais, j'étais pratiquement toujours dans la minorité. Mais pour le vote sur le budget, les choses ont été différentes.

Avec mon groupe et avec la majorité de la CGF, j'ai accepté le budget initial présenté le 7 septembre avec un déficit de quelque 30 millions de francs. Bien sûr que ce résultat n'est pas satisfaisant et cela justifie que la CGF s'y intéresse de plus près dès l'année prochaine pour éviter que de tels déficits se présentent pendant plusieurs années. Mais la réflexion à moyen terme est aujourd'hui biaisée. Au dernier moment, sans avoir fait la moindre proposition de modification, la droite de ce Parlement, minoritaire en CGF, n'a pas hésité à utiliser le chantage pour arriver à ses fins. Les trois partis qui composent clairement cette droite politique désormais dans notre Parlement se sont concertés pour mettre le couteau sous la gorge du Gouvernement lors de la séance de la CGF du 2 novembre. Ils ont chanté en chœur : nous voulons 10 millions d'économies sur le budget 2022 ou nous le refuserons, débrouillez-vous ! Le Gouvernement a cédé et a donné raison à une minorité de la CGF. Un fonctionnement pas tout à fait nouveau puisqu'il avait tenté de revenir avec la suppression de l'annuité devant la CGF une semaine après que le Parlement ait refusé deux motions allant dans ce sens. Si notre Exécutif voulait démontrer qu'il est aux ordres de la droite libérale et économique de cet hémicycle, il ne s'y prendrait pas autrement. La menace de ne pas accepter le budget aurait-elle été mise à exécution si le Gouvernement avait décidé de ne pas obéir ? Je ne le pense sincèrement pas. L'absence d'un budget pour une collectivité publique de l'importance de notre canton aurait eu trop d'impacts sur nombre de prestations dont la population a besoin pour que les auteurs de cette utile ultimatum prennent le risque d'assumer une telle responsabilité.

Mais le Gouvernement peureux et frileux a décidé de leur

donner raison et il ose aujourd'hui présenter cette mascarade comme un compromis entre les différentes composantes de notre Législatif. Je joue donc le manche à balai. Il ne manque pas de souffle. Avec mon groupe, nous ne serons pas complices de cette manœuvre peu élégante sans qu'il n'y ait eu la moindre réflexion sur les restrictions budgétaires à entreprendre. Nous recevons, à peine plus de trois semaines plus tard, une caricature de budget respectant l'injonction de la minorité de la CGF. Nous ne parlerons pas des investissements abandonnés ou réduits pour 5,8 millions puisque ceux-ci n'ont aucune influence sur le budget de fonctionnement de 2022. On ne peut que regretter cette démarche qui pourrait avoir des effets sur les rentrées fiscales de 2023. Passons rapidement ensuite sur le miracle fiscal qui a permis de retrouver en deux semaines 5,5 millions de rentrées supplémentaires. Comme c'était il y a plus de deux semaines, ces chiffres restent-ils valables aujourd'hui ? Peut-être que cela s'est amélioré et que l'on va abandonner toutes les mesures. Cela démontre pour le moins le côté artificiel de l'établissement d'un budget sous la contrainte d'un mécanisme de frein à l'endettement, d'une rigidité exagérée.

Pour les 4,6 autres millions trouvés en un temps record, la moitié environ est constituée de réductions de subventions à des institutions et associations partenaires. Cela concerne les institutions sociales, comme les services sociaux régionaux, Addiction Jura, la Fondation Les Castors, Caritas Jura, le Centre Rencontres, l'Association Pinos, Pro Senectute, l'AJAM et d'autres encore. Dans le domaine de la santé, l'hôpital est impacté et la Fondation pour l'Aide et les Soins à domicile également. Le tourisme, l'agriculture et des écoles privées passent également à la caisse. Il faut savoir que ces institutions ont été averties des montants qui leur étaient retirés pour assumer leurs prestations qui ne sont pas fournies par l'Etat la veille de la conférence de presse annonçant les mesures prises. Pas d'échanges à ce sujet, ce ne sont pas des procédés acceptables à nos yeux mais tant que l'on ne touche pas aux privilèges des plus riches, la droite est satisfaite.

Dans le domaine de la formation des employés de l'administration, on réduit d'abord de 74'000 francs l'enveloppe pour la formation continue en ramenant sous une seule rubrique l'ensemble de la formation continue. Une économie du même ordre dans le budget 2022 initial avait déjà été réalisée. Dans l'enseignement, les élèves des écoles jurassiennes ne bénéficieront pas comme il se doit de l'enseignement au numérique que prévoit le Plan d'études romand. Quelque 250'000 francs sont économisés sur cette rubrique en traitement et en achat de matériel didactique. Nous arrêtons là l'énumération, d'autres mesures sont contestables et contestées de notre côté.

Nous souhaitons dans un premier temps faire voter le Parlement sur l'ensemble de ces mesures. Constatant que nous étions minoritaires et que cette fois-ci le Gouvernement ne donnerait pas raison à la minorité, nous avons retiré ces propositions en précisant que nous ne voulions pas entrer dans la démarche du marchandage initiée par l'ultimatum des trois partis de droite. Nous reviendrons dans le détail sur un seul point, à savoir les rubriques de réduction de la masse salariale qui existe depuis le 7 septembre déjà dans le budget initial.

Avant de conclure, nous savons qu'une proposition des PVL sera faite de passer la tondeuse sur toutes les rubriques possibles à hauteur de 2%, sauf sur les salaires où

la tondeuse serait réglée à 1%. Nous l'avons dit plus d'une fois, y compris lors d'exercices budgétaires précédents, nous privilégions la réflexion pour atteindre les objectifs financiers. Or, cette proposition est équivalente aux propositions de dernière minute du Gouvernement sans base de réflexion minimale. Nous la refuserons. Nous refuserons l'entrée en matière au vote final de ce budget caricatural. Nous prenons le risque que cela comporte. Nous accepterons par contre la dérogation au frein à l'endettement car nous continuons de défendre l'idée que ce mécanisme doit être revu fondamentalement.

M. Pierre-André Comte (PS) : Il convient, avant d'entrer dans le détail des mesures budgétaires pour 2022, de dresser un bref historique de l'élaboration pour le moins chaotique du budget de l'Etat. Pour rappel, le Gouvernement a, au début du mois de septembre, transmis au Parlement un projet de budget pour l'année 2022, cela a été rappelé, présentant un déficit de 30,7 millions. Ce projet avait été élaboré avant l'été dans le contexte économique et pandémique qui prévalait alors. Concomitamment, il a également initié le Plan d'équilibre 2022-2026, visant, comme son nom l'indique, à retrouver l'équilibre financier au plus tard à la fin de la législature. Cette dernière démarche devait être entreprise de manière concertée et construite avec la commission de gestion et des finances.

Considérant les prises de position dans le cadre de l'examen budgétaire par notre commission, le Gouvernement a estimé, malgré la décision d'une majorité de la commission, qu'il serait difficile d'obtenir les majorités parlementaires nécessaires tant à l'adoption du budget 2022 qu'à la dérogation au mécanisme du frein à l'endettement. Le Gouvernement jugeant indispensable de bénéficier d'un budget au 1^{er} janvier, propose ce jour une nouvelle mouture avec une série de mesures d'économies visant à ramener le déficit cantonal pour 2022 de 30,7 millions à 20,5 millions. Permettez maintenant de vous faire part de la position socialiste sur le traitement chaotique du budget 2022 en CGF.

Chers collègues, les finances cantonales sont compliquées et les prévisions ne sont pas bonnes. Sans tomber dans l'alarmisme, il est donc légitime que les députés s'en inquiètent, qu'ils réclament des mesures pour revenir à une situation plus saine. Légitime si lesdites mesures sont le fruit d'une réflexion avec l'objectif d'obtenir des effets dans la durée. Or, il faut le dire, lors du traitement du budget 2022 en commission, nos collègues du PDC, du PLR et de l'UDC, majoritaires au Parlement, ont inopinément annoncé vouloir des mesures immédiates sans autre réflexion. La commission de gestion et des finances devait pourtant s'atteler à une telle réflexion en 2022, en prévoyant des séances spécifiques sur les finances cantonales et le fonctionnement de l'Etat. Mais cette démarche n'a soudain plus suffi pour la majorité de droite au Parlement. Le Gouvernement a décidé de se soumettre à leur volonté en tentant de trouver, selon leurs exigences, une amélioration de 10 millions du déficit annoncé qui se situe à 30 millions. Ainsi, les services administratifs ont dû, en trois, quatre semaines, trouver 10 millions d'économies, aucune piste n'ayant été donnée par les partis opposés au budget présenté. Cet exercice périlleux est revenu au Gouvernement et aux services administratifs. Au vu du résultat obtenu, on peut dire que l'exercice n'a pas été simple pour ne pas dire hasardeux.

Passons à l'analyse du budget 2022 adapté. Parmi les pistes proposées pour adapter le budget, le Gouvernement a retenu au final une trentaine de mesures ou principes pour

le prochain budget en considérant leur applicabilité à brève échéance et l'exigence d'équilibre et de cohérence. Si elles sont applicables à brève échéance, permettez-nous de douter de leur cohérence. Ce doute, nous le concevons à partir du vocabulaire gouvernemental. De nombreuses rubriques sont marquées du sceau adaptation, ce qui n'est pas la meilleure manière de le justifier car si le résultat d'un certain nombre de rubriques peut être admis comme résultant d'une adaptation, d'autres lignes budgétaires auraient mérité qu'on leur applique une qualification plus appropriée. Car le plus souvent, il ne s'agit pas d'une adaptation mais de réductions circonstancielles imposées au gré de l'exigence d'économies comme préalable. Face à cette dérive sémantique qui ne veut pas avouer la mauvaise conscience qui la motive, nous avons demandé aux ministres de venir s'en expliquer devant la CGF, ce qu'ils ont fait. Nous avons pu ainsi discerner certaines mesures sous un éclairage autre que la pénombre dans lesquelles elles se trouvaient. Ne soyons donc pas dupes, il s'agit bien ici de compressions, de diminutions, de suppressions, permettant de réduire la dette de l'Etat de 16 millions de francs et le déficit de 10 millions de francs. En aucun cas et à aucun moment, on a affaire à une quelconque réflexion pour améliorer l'efficacité ou l'efficience de l'Etat. Le Gouvernement a tenté de satisfaire une moitié de ce Parlement sans trop fâcher l'autre. C'est regrettable et on ne peut que souhaiter que la suite des débats se déroule sur des bases plus raisonnables et constructives.

L'analyse des écritures négatives sur le traitement du personnel, -3,4 millions, évidemment a suscité un large et vigoureux débat au sein de la CGF. Une fois n'est pas coutume, le Gouvernement a confirmé sa volonté de conserver sa maîtrise des charges concernant le personnel. A titre de mesures budgétaires, le Gouvernement propose de compenser l'équivalent de l'octroi de l'annuité par d'autres mesures. Cette volonté est illustrée par la mise en place d'écritures comptables négatives pour un total de -3,4 millions sur les traitements administratifs et enseignants. Ici, quelle n'a pas été notre surprise de constater que les moyens avancés par le Gouvernement pour atteindre l'objectif, plus particulièrement les mesures concernant le personnel enseignant, toucheront directement à de prestations importantes en faveur de la population jurassienne. Dès lors, s'en prendre aux offres et aux structures de formation et de soutien scolaire n'est pas acceptable dans une période délicate pour nos jeunes en formation. Nous y reviendrons ultérieurement.

Un autre point ou souci qui nous tient également à cœur, c'est la situation financière des communes. Une grande partie de leurs charges sont les charges liées. Le problème est bien réel. L'Etat jurassien doit mieux tenir compte de la situation financière des collectivités publiques qui le composent. Dans le cadre du débat sur le budget 2017, le ministre des Finances de l'époque indiquait avoir le souci de la situation financière des communes et précisait, je le cite : « Le travail en cours dans les structures de projet en lien avec ce que j'appelle la nouvelle RPT cantonale devrait nous apporter des réponses puisque nous nous y engageons très fortement ». Cinq ans après cet engagement gouvernemental, nous sommes toujours très fortement dans l'expectative. Nous sommes toutefois conscients de l'enjeu pour les Jurassiennes et les Jurassiens.

La perspective de débiter l'année à venir sans budget est un scénario que le parti socialiste, le groupe socialiste, à l'instar du Gouvernement, souhaite éviter. Une telle hypothèse induirait de fait une instabilité pour l'ensemble de l'Etat et prêterait notamment le fonctionnement ordinaire de

l'Etat, donc les citoyennes et citoyens, mais également le développement de projets indispensables. C'est dans ce contexte d'incertitudes et d'inquiétudes, on a l'impression d'être au début d'un immense chantier, que le groupe socialiste a pris connaissance et discuté du budget 2022 de la République et Canton du Jura. Pour certains, les prévisions financières ne laissent plus de marge de manœuvre autre que celle d'une nouvelle cure d'austérité à appliquer sans tarder. Le Gouvernement souhaite que des réflexions soit menées sur quatre axes. Sur les dépenses évidemment mais également sur les recettes, les investissements et la dette. De l'avis du groupe socialiste, si la situation nous oblige à réfléchir à de nouvelles pistes et solutions, il faudra tout de même veiller à ne pas dépasser la limite qui pourrait remettre en question des prestations fondamentales ou même le bon fonctionnement de l'Etat.

Chers collègues de droite, l'objectif d'équilibrer les finances publiques ne doit pas vous aveugler, il faut éviter toute posture dogmatique alors que l'urgence sanitaire, sociale et climatique nécessite des mesures certes coûteuses mais indispensables. L'Etat n'est pas une entreprise privée. Il ne gère pas ses finances de la même manière car il n'a pas le même rôle qu'une entreprise privée. Il ne faut pas se tromper de cible. La véritable cause du déficit n'est pas celle que certains aiment à penser. Le budget 2022 marque également la dernière et douzième étape de diminution de 1% du barème fiscal des personnes physiques et le passage de 17% à 16% du taux des personnes morales, plus de 4,4 millions ou moins. Les principales variations se trouvent donc du côté des revenus, avec des baisses conséquentes dues à la réforme fiscale RFFA et à la baisse linéaire de 1% du barème fiscal des personnes physiques. Entre 2019 et 2022, les recettes fiscales diminuent globalement de 27 millions alors que les incidences de la crise de la COVID-19 s'avèrent temporaires et qu'une reprise de l'activité économique permettra de retrouver une croissance des revenus. Les incidences de la RFFA s'inscriront durablement dans les réductions de recettes. Le manque à gagner de la RFFA sera estimé entre 17 millions et 22 millions pour 2022. Ce n'est pas ce qui était annoncé par le ministre des Finances au moment de la votation.

Voilà, chers collègues, la raison principale qui explique le budget, un budget déficitaire pour 2022. Il nous a semblé important de relever cet état de faits à l'heure où certains groupes affirment depuis des mois, voire des années, qu'il y a une explosion du nombre d'employés et que le mal de l'Etat, ce sont les employés. Chers collègues, il faut aussi s'intéresser à la réalité des chiffres, pas seulement absolus mais également proportionnels. Ainsi, si on s'intéresse à la quarantaine d'exercices budgétaires de notre République, le poids des charges de personnel par rapport à l'ensemble des charges de fonctionnement est passé de 54% en 1980, c'était un maximum, à 32% des charges réelles dans le budget 2022, c'est un minimum historique. Il faudra s'en rappeler au moment de demander des efforts dans ce domaine. Si l'on veut limiter le nombre d'employés, il faut courageusement indiquer quelles prestations il faut abandonner et ces décisions auront alors automatiquement une conséquence sur le nombre d'employés nécessaire. Si vous voulez vraiment qu'il y ait un effet sur le nombre d'emplois, ce n'est qu'en ayant ce courage de remise en cause de prestations à la population que vous parviendrez à modifier la tendance que vous semblez regretter et qui vous angoisse.

Les prochaines séances de la commission de gestion et

des finances sur le Plan équilibre 2022-2026 nous donneront l'occasion de tels échanges et de vrais débats auront lieu. A cet égard, il est important de ne pas considérer le personnel uniquement comme un facteur de coût mais, au contraire, comme un facteur positif important comme un potentiel stratégique de la réussite.

Les différentes propositions ou remarques de détail provenant de notre groupe vous seront exposées lors du débat y relatif au travers du rapporteur de la CGF ou d'une prise de position au moment opportun. J'aurais encore beaucoup de choses à dire, j'en profiterai tout à l'heure si je dois remonter à la tribune.

M. Thomas Schaffter (PCSI) : Rien ne serait pire que notre appareil étatique ne dispose pas d'un budget 2022 pour commencer l'année à venir. C'est ce souci permanent qui a guidé les réflexions du groupe PCSI-PVL tout au long des débats de la commission de gestion et des finances. Il était pour nous impensable que notre administration ne puisse disposer d'un budget pour pouvoir déployer ses effets et ses prestations à la population dans de bonnes conditions. Le psychodrame vécu par la Ville de Delémont sur le même sujet suffit à s'en convaincre. Mais, bien sûr, un budget ne saurait être accepté à n'importe quel prix et la situation très préoccupante des finances cantonales doit nous interpeller et nous amener à de profondes réformes structurelles et vite. La récente proposition du PCSI de repenser le nombre de communes jurassiennes va clairement dans ce sens et je me réjouis de ce futur débat. Les économies de bouts de chandelle ne sont plus suffisantes et, pour ce budget 2022, c'est malheureusement plus que jamais une réalité.

Des recettes stagnantes, tout comme notre population d'ailleurs, des charges qui ne cessent d'augmenter, parfois de manière légitime et indispensable quand il s'agit de lutter contre cette terrible pandémie qui bouscule nos vies depuis bientôt deux ans, un appareil d'Etat qui n'a pas réussi à remettre en cause ses structures, voilà le cocktail explosif qui nous conduit à présenter des déficits plus qu'inquiétants. Vous l'aurez compris, notre propos ne sera pas de commenter en détail toutes les économies de fonctionnement réalisées par le Gouvernement jurassien et par l'administration cantonale, dont au passage nous tenons à saluer les efforts consentis dans bien des domaines, et nous nous attardons uniquement sur les grands enjeux de ce budget 2022.

Tout d'abord, nous relevons que le Gouvernement jurassien a tenu à maintenir un niveau d'investissements suffisamment élevé pour garantir l'indispensable développement de notre canton en rognant néanmoins 5,8 millions de francs qui ne seront pas injectés en 2022 dans l'économie jurassienne. Certains de ces investissements nous interpellent dans leur pertinence et dans leur ampleur, nous aurons peut-être l'occasion d'y revenir.

Nous sommes conscients qu'un budget construit dans un contexte aussi difficile a dû conduire à de douloureux arbitrages entre les membres du Gouvernement jurassien. Il semble qu'ils y soient tout de même parvenus avec un certain équilibre entre les différents départements, ce qui est heureux. Ce budget est le résultat d'un accouchement difficile, tout le monde en conviendra. C'est d'ailleurs sa deuxième mouture qui nous est présentée ce jour à la demande d'une minorité de la commission de gestion et des finances, devenue majorité lors de son examen en incitant le Gouvernement à réduire le déficit de 10 millions pour lui donner une

chance de passer en plénum. Il se fixe donc à 20,5 millions de francs au lieu de 30,7 millions. Notre groupe a soutenu cette révision, sans quoi l'Etat n'aurait pas eu une seule chance d'avoir un budget au 1^{er} janvier 2022.

Si une partie de ces 10 millions proposés aujourd'hui ne font pas débat, je pense notamment à l'augmentation des recettes pour 5,5 millions, qui restent très aléatoires malgré tout, c'est bien la réduction de certaines charges, à hauteur de 4,5 millions de francs, qui fait grincer des dents. Relevons au passage les efforts importants qui ont été demandés aux institutions sociales de notre canton qui font, admettons-le, un excellent travail dans leurs domaines respectifs. Il semblerait qu'elles ont toutes accepté de participer à cet effort sans pour autant toucher aux prestations, ce qui mérite d'être salué mais l'avenir nous dira si c'était judicieux.

Mais la mesure qui fait sans doute le plus débat dans cet hémicycle, et nous en avons eu le reflet précédemment, ce sont les 3 à 4 millions proposés sur le compte « charges du personnel ». Non pas le renoncement au renchérissement qui représente 900'000 francs, celui-ci semble accepté par tous, mais plutôt les 2,5 millions trouvés de différentes manières, grâce au délai de vacance de trois mois pour les nouveaux postes à créer, l'effet de noria qui permet d'engager des collaborateurs plus jeunes et donc moins hauts dans les classes de traitement ou encore la dissolution d'une partie des provisions des soldes horaires pour le personnel. Le Gouvernement propose une économie de 1,23 million sur le personnel administratif.

Autre pierre d'achoppement si l'on en croit l'initiative parlementaire, je ne sais pas si elle est encore soumise aujourd'hui, j'ai entendu qu'apparemment elle ne serait pas proposée, les mesures touchant l'enseignement et qui, reportées sur cinq mois représentent un montant de 810'000 francs et touchent quelques prestations, comme la suppression de cours facultatifs, la rémunération des devoirs surveillés, des économies en EPT pour les classes spéciales, la suppression d'une classe de transition sur les quatre existantes et d'une classe à l'Ecole de commerce en première année. Bien sûr, personne ne se réjouit de ces mesures qui coupent des prestations dont on peut penser, malheureusement, qu'elles seront peut-être encore plus nécessaires dans les mois à venir. Mais, comme dit précédemment, des efforts importants sont déjà demandés à l'ensemble du personnel de l'Etat, comme le renoncement au renchérissement ou la récupération des soldes d'heures supplémentaires, tout en assumant leurs tâches quotidiennes. Cela représente déjà un geste non négligeable et nous considérons que les propositions de réduction de charges de 4,5 millions faites par le Gouvernement sur les comptes de fonctionnement sont le résultat d'un arbitrage équilibré et admis par chaque chef de département et, osons le croire, leur encadrement.

Revenir sur ces propositions, en particulier les 2,5 millions sur le personnel administratif et enseignant pour y substituer une éventuelle ponction salariale sur l'ensemble du personnel de l'Etat, à quelques exceptions près si j'ai bien compris le texte, pose un certain nombre de questions sensibles et soulève des problèmes qui ne sont pas à nos yeux encore totalement clarifiés. La validité juridique d'une telle ponction salariale est-elle assurée sans risque de recours ? Nous en doutons. Et une telle initiative, si elle devait être traitée aujourd'hui, ne sera traitée finalement qu'en janvier ou en février. Quelle assurance avons-nous qu'elle soit acceptée alors qu'elle revêt finalement le même caractère qu'un amendement et aurait dû prendre cette forme bien en

amont ? La question reste également posée. Vous l'aurez donc compris, notre groupe regrette que cette proposition soit arrivée si tard et sous cette forme alors qu'elle a été évoquée il y a déjà plusieurs semaines, rejetée clairement à l'époque par la ministre en charge des Finances, et cela alors même que, semble-t-il, la Coordination des syndicats de la fonction publique semblait ouverte à cette proposition. Nous restons dubitatifs.

Au final, le groupe PCSI-PVL acceptera l'entrée en matière sur le budget 2022 et soutiendra l'arrêté tel que proposé, tout comme la dérogation du frein à l'endettement, mais se réserve le droit d'intervenir bien entendu dans les débats.

En conclusion, le groupe PCSI-PVL tient à remercier la Trésorerie générale, en particulier son chef de service, Monsieur Pascal Charmillot, ainsi que Monsieur Pierre Bersier, pour leur disponibilité et leur engagement à la réalisation du budget présenté ce jour et pour avoir répondu aux très nombreuses sollicitations des membres de la commission de gestion et des finances avec diligence et professionnalisme. Un merci particulier également à Jean-Baptiste Maître et à Monsieur Benjamin Plumey pour la très bonne tenue des procès-verbaux et bien entendu à notre président de la CGF, André Henzelin, pour la conduite parfois difficile mais toujours empreinte de tact et de respect de nos débats.

M. Stéphane Babey (PDC) : C'est après de longues discussions au sein de la CGF et au sein de notre groupe qu'un budget nous sera proposé tout à l'heure, budget que je nommerai celui de la transition.

La première mouture présentée en septembre ne montrait que trop peu la volonté du Gouvernement de prendre ses responsabilités en nous présentant un projet de budget dont le déficit s'élevait à plus de 30 millions. Il a fallu envoyer des signaux pour que le mécontentement de certains groupes au sein de la commission se fasse enfin entendre. Conscients que nous sommes tous de mettre à disposition du Gouvernement et de son administration un budget pour le 1^{er} janvier 2022, budget sans lequel une bonne partie de nos institutions ne peuvent fonctionner et servir les Juras-siennes et les Jurassiens, la sagesse nous appelle à l'accepter tel que présenté aujourd'hui avec des modifications mineures présentées tout à l'heure mais qui n'auront aucun impact sur le montant final. Ce n'est pas de gaieté de cœur que nous allons accepter ce budget. Comment se satisfaire d'un déficit de 20,5 millions, qui plus est financé par une augmentation de la dette ? La marge de manœuvre est certes ténue. Un effort a été consenti par les employés de l'Etat et quelques institutions et la tâche qui nous attend ces prochaines années est immense.

Les prestations de l'Etat définies par ses lois et ses ordonnances devront être redéfinies urgemment. Cela appellera inévitablement à la responsabilité du peuple jurassien et, à fortiori, de ses représentants politiques. Nous sommes tous conscients que le budget de l'Etat doit s'équilibrer. On ne peut éternellement creuser la dette pour assurer le fonctionnement de l'Etat. Néanmoins, les discussions qui ont eu lieu ces dernières semaines au sein de la CGF sont porteuses d'espoir. Les outils pour y parvenir divergent entre les groupes, certes, c'est naturel, mais la volonté collective, je dis bien collective, d'assainir ces finances et d'inscrire la démarche dans le temps, nous mène à penser que nous y parviendrons. Il faudra être proactifs, pragmatiques et ambitieux à la fois. Chacun d'entre nous devra participer à cet effort.

Pour conclure déjà mon message, je tiens personnellement à remercier le président de la CGF, André Henzelin, pour la maîtrise des discussions et le travail plus que conséquent qu'il a fourni ces dernières semaines, ainsi que Messieurs Charmillot et Bersier. Partant de ce qui précède, vous l'aurez compris, le groupe PDC-JDC acceptera l'entrée en matière, votera ce budget 2022 et acceptera l'arrêté concernant la dérogation au frein à l'endettement.

M. Pierre Parietti (PLR) : Permettez que, représentant de la majorité de droite, je mette peut-être un terme à cette partie de présentation du budget après avoir eu l'expression de la majorité de gauche comme cela a été défini par le premier intervenant. Le dossier budget 2022 que nous sommes appelés à traiter est probablement, sinon le plus délicat, en tous les cas parmi les plus délicats que le Parlement jurassien ait eu à traiter depuis bien des années.

Les perspectives déjà ébauchées lors du traitement des comptes 2021, amplifiées par les effets de la pandémie lourdement vécue depuis plus de 18 mois, allaient à coup sûr nous amener à une situation de découvert évident, probablement douloureux. Il faut bien le constater, nous n'avons pas été déçus dans la survenance des craintes évoquées. Une première mouture de budget 2022, sortie en fin de troisième trimestre, à mi-septembre, faisait état d'un découvert frôlant les 31 millions, a rapidement été suivie d'une réactualisation partielle sous la pression des groupes politiques qui ne pouvaient en aucun cas cautionner une telle situation. Nous traitons dès lors une version expurgée, allégée, discutée, amendée et soumise à décision ce jour pour offrir la base financière avec laquelle le Gouvernement jurassien devra agir durant l'exercice 2022.

Loin de nous l'idée de tirer à boulets rouges contre le Gouvernement ou le document, objet de la décision à venir. Loin de nous l'idée que le Canton du Jura pourrait débiter l'année 2022 sans budget. Ce n'est ni responsable, ni judicieux de se trouver sans le fil conducteur incontournable que représente un budget agréé par le Parlement. Ce n'est cependant pas forcément confortable que de devoir avaler certaines couleuvres sous la pression du temps nous séparant du début du prochain exercice comptable.

Une large évolution mais toujours la même problématique, aligner dépenses et recettes si l'on veut préserver la santé financière cantonale, tout en procédant aux investissements indispensables pour notre avenir. Voilà les termes servis l'an dernier lors de la séance similaire à celle de ce jour.

Il nous aura ainsi fallu procéder à nouveau à des ajustements adéquats mais en sachant que, pour 2022, le résultat passerait inévitablement par une demande de dérogation au frein à l'endettement. Et pour arriver à ce résultat, il aura fallu procéder à une deuxième version atténuant le découvert de l'ordre d'une dizaine de millions. Mais cette dizaine est le résultat d'une réduction des dépenses de l'ordre de 5 millions seulement, la différence provenant de rentrées fiscales supplémentaires grâce à une révision desdites rentrées fiscales projetées, suite à une projection récente faite avec de gros contribuables plus optimiste dans leur réalité économique. Nous restons encore et toujours à la merci d'une évolution rentrées, dépenses inquiétantes et les 160 pistes d'économies évoquées par le Gouvernement jurassien devront être traitées avec célérité pour une mise en application dans les meilleurs délais. A ce titre, on peut s'étonner qu'il ait fallu ce coup de semonce pour sortir du chapeau autant de pistes

potentielles d'économies. Pour quelle raison avons-nous dû patienter aussi longtemps ?

De son côté, le groupe PLR n'est pas resté les bras ballants. Il s'est également attelé à des recherches d'économies possibles. Il reviendra à l'avenir à des propositions étoffées touchant à la structure de notre appareil étatique et à son fonctionnement, non seulement administratif mais également financier. Nous rappelons par ailleurs la prise de position du PLR faite par son communiqué de presse du 12 octobre dernier, annonçant un objectif de 50 millions d'économies permettant de retrouver rapidement un équilibre financier dans la mesure du possible avant la fin de la législature. Il faut des ambitions élevées sachant pertinemment que la cible sera dure à atteindre et que la cible gouvernementale de 40 millions paraît insuffisante sur le long terme. Rappelons à ce propos que, dans le budget, nous incluons les parts de la contribution BNS, bien trop favorablement élevées, à hauteur de 33 millions, alors que dans la plupart des cantons, ces rentrées exceptionnelles ne sont pas du tout incluses dans le ménage financier.

C'est ainsi également et dans cet esprit que nous nous opposerons à l'avenir avec force à toute nouvelle proposition de dépense non compensée, sauf cas très exceptionnel. Le Parlement, nous, vous, Mesdames et Messieurs les Députés, portons de notre côté également de lourdes responsabilités et nous ne saurions nous dédouaner sans autre de celles-ci. Les années à venir seront dures financièrement parlant, nous devons montrer une volonté groupée pour y faire face. C'est donc de notre responsabilité à tous, Parlement et Gouvernement, de démêler la valeur des interventions et demandes de tous genres. Je vous renvoie également à la conclusion faite l'année dernière par notre groupe, notre groupe restant partisan d'un appareil administratif de l'Etat qui soit efficient et de taille ajustée aux défis qui l'attendent et qui, par ailleurs, dégage une dynamique constructive.

Nous tenons bien évidemment à remercier vivement tous les collaborateurs de la Trésorerie générale, sous la conduite experte de son chef Pascal Charmillot, pour l'activité soutenue dans l'élaboration du budget annuel, respectivement sur l'actualisation subséquente. Rappelons qu'il n'appartient pas à ce service de l'Etat de prendre les options politiques et d'en assumer les responsabilités mais bien de mettre celles-ci en chiffres pour traitement par le Gouvernement et le Parlement.

En conclusion, nous vous informons que le groupe PLR acceptera le budget 2022 proposé en deuxième version. De même, et cela de façon exceptionnelle car non conforme à sa philosophie, il acceptera la dérogation au frein à l'endettement permettant le fonctionnement de l'Etat, conforme aux usages, dès le 1^{er} janvier 2022.

M. Romain Schaer (UDC) : Je serai très bref. Chers camarades de gauche, l'Etat doit gérer son budget comme celui d'un ménage. L'Etat est au service de la population et non l'inverse. Ceci dit, pour l'UDC, le but final est l'équilibre budgétaire. Le groupe UDC acceptera l'entrée en matière. Nous ne sommes bien évidemment pas encore satisfaits mais nous sommes en très bonne voie. Le travail ne fait que commencer et je souligne bien le travail, et non pas le combat. La dérogation au frein à l'endettement sera également acceptée si le budget est accepté tel quel sans modification.

Nos remerciements vont à tous les actrices et acteurs de ce budget 2022 et donnons nos meilleurs vœux à la CGF et

au travail pour 2022. Car là, les prestations de l'Etat devront être effectivement discutées. Quant au personnel de l'administration cantonale ainsi que les enseignants, ce ne sont dans tous les cas pas notre cible principale mais ce sont bel et bien les prestations que nous allons travailler et retravailler.

M. Philippe Rottet (UDC) : Je me permets de vous dire que j'interviens à titre personnel mais que mes propos seront largement partagés par le groupe UDC et peut-être au-delà. Pour la gauche, quelque chose dérange, c'est le frein à l'endettement. On aimerait bien qu'il disparaisse parce qu'on aurait les coudées franches et on pourrait dépenser tant et plus, sans regarder sur les dépenses, sans se poser de question si la dette augmente ou pas. Il faut le savoir, ce frein à l'endettement a été accepté par le peuple jurassien à plus de 70% il y a dix ans. Et brusquement, aujourd'hui, il faudrait changer ? Non. En tous les cas, pour l'UDC, je pense aussi pour les partis de droite, on tient à ce frein à l'endettement. Vous l'aurez compris, la raison pour laquelle j'interviens maintenant est non seulement là-dessus, parce qu'aujourd'hui on va déroger à ce frein à l'endettement. Pour une fois, on va déroger, c'est en ordre. Mais l'année prochaine, ce ne sera pas nous, Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement. Si vous deviez présenter un budget comme celui-ci, ce sera le peuple et ce sera une autre paire de manches.

Mme Emilie Moreau (PVL) : Je prends la parole au nom des élus PVL puisque notre avis diverge quelque peu de la position majoritaire de notre groupe PCSI-PVL, bien que nous partageons à 100% l'analyse qui a été faite par notre rapporteur que je tiens ici à saluer pour son excellent travail. Les élus PVL ne sont pas séduits par la dernière mouture du budget 2022 et les propositions du Gouvernement. Il est envisagé des coupes drastiques et arbitraires qui risquent d'avoir pour effet de ne pas récolter de majorité pour l'une ou l'autre des propositions.

A deux reprises, en 2019 et 2020, des propositions ont été faites au Parlement pour des baisses linéaires de 1% de toutes les rubriques du budget où cela est possible. Nous sommes bien conscients que pour certaines ce n'est pas le cas. Que l'on soit pessimiste ou optimiste, nous aurions déjà généré des économies entre 7 et 10 millions de francs.

Conscients des chances de notre proposition, nous allons, dans les meilleurs délais, déposer une question écrite afin de chiffrer précisément les montants d'économies potentielles partout où cela est possible, ainsi que la liste exhaustive des positions non éligibles, ce qui permettra à chacun d'analyser précisément l'impact de cette proposition et de choisir en connaissance de cause lors du prochain budget. Car, en effet, nous serons très vite confrontés aux mêmes discussions, faute de décisions courageuses aujourd'hui qui n'apportent pas de solution sur les problèmes de fond.

Compte tenu de l'urgence et du fait que d'autres cantons l'ont appliqué avec succès, nous vous proposons une baisse de 2% sur toutes les rubriques du budget où cela est possible, à l'exception des salaires pour lesquels la baisse proposée ne serait que de 1%. Pour les salaires toujours, afin de ne pas péjorer davantage l'attractivité de l'administration cantonale en matière de politique RH, cette baisse de 1% pourrait être envisagée sur le temps de travail plutôt que sur la rémunération. Finalement, une telle baisse linéaire très simple à mettre en œuvre permettrait d'éviter des coupes

drastiques, arbitraires et inégales en fonction des domaines, comme certains sont prêts à les accepter aujourd'hui.

Par conséquent, vous l'aurez compris, nous ne soutenons pas toutes les propositions parce que nous les jugeons inéquitables et finalement peu efficaces, mais nous accepterons l'entrée en matière. Et, pour conclure, je tiens à remercier tous les acteurs qui ont participé à l'élaboration de ce budget 2022, en particulier Monsieur Charmillot et Monsieur Bersier ainsi que Madame la Ministre et tous les membres de la CGF.

Mme Rosalie Beuret Siess, ministre des Finances : La prévision est un art très difficile, surtout lorsqu'elle s'inscrit dans une période si particulière. La pandémie que nous connaissons depuis bientôt deux ans nous a contraints à nous adapter, à remettre en question nos décisions, voire parfois en prendre le contre-pied en fonction de son évolution. Bref, elle nous a appris la relativité dans l'établissement des prévisions.

Vous en conviendrez, Mesdames et Messieurs les Députés, il serait aujourd'hui illusoire d'attendre des autorités politiques qu'elles préconisent l'avenir, notamment en matière de finances publiques. Par contre, il est légitime d'attendre des autorités qu'elles donnent des perspectives et qu'elles précisent les actions à mener pour les prochaines années, compte tenu de la situation à un instant donné. La vision du Gouvernement pour l'établissement du budget, comme la vision du Législatif pour apprécier et l'approuver, sont donc étroitement liées au contexte et je vous assure, Monsieur le député Rémy Meury, que cela n'a rien à voir avec une mascarade. C'est dans un contexte mouvant, inattendu, surprenant et incertain, Mesdames et Messieurs les Députés, que le Gouvernement a élaboré le budget qui vous est soumis aujourd'hui.

Cette situation, traversée par la pandémie mais aussi par la mise en œuvre de la RFFA, par la réforme de la péréquation financière au niveau fédéral, conjuguée à la nécessité d'assurer un rôle de stabilisateur, a rendu nécessaire la dérogation au frein à l'endettement dans cette situation que nous savions sensible et exigeante. Puisque la majorité qualifiée est nécessaire pour déroger au frein à l'endettement, le Gouvernement et l'administration se sont efforcés d'avancer le calendrier fixé. Cela peut paraître anecdotique à première vue mais le budget a été présenté le 8 septembre dernier, soit un mois plus tôt que le calendrier habituel. Le fait d'avoir avancé le bouclage du budget avant les vacances d'été a encore ajouté une dose d'incertitude dans les montants inscrits.

Ces quelques considérations étant posées, permettez que je revienne à présent sur la construction du budget. La première version du budget pour lequel le Gouvernement et les services de l'Etat ont porté soin et rigueur a été construite entre mars et avril. Les projections initiales laissaient apparaître un déficit de 61,5 millions. S'en sont suivies de nombreuses séances d'arbitrage par le Gouvernement pour réduire ce déficit. Pour ce faire, le Gouvernement s'est efforcé de retenir les lignes directrices suivantes : contenir le déficit en dessous de 30,9 millions de francs, montant correspondant aux amortissements comptables, et limiter au maximum la croissance des charges, en particulier les dépenses propres. L'important déficit projeté a impliqué l'inscription d'une écriture négative qui fait largement débat ce matin, à hauteur de 3,4 millions sur les traitements administratifs et enseignants, montant correspondant au coût d'une annuité.

Au final, c'est un budget présentant un déficit de 30,7 millions qui vous a été transmis. Avec ce projet, le Gouvernement a voulu présenter une certaine stabilité dans un contexte donné.

Comparés à l'exercice 2019, les éléments suivants peuvent être mis en évidence. Un total de recettes tout d'abord relativement stable, des montants supplémentaires en provenance de la BNS de 23 millions, permettant de compenser les manques à gagner liés aux réformes fiscales décidées par le passé. Des charges en progression entre 2019 et 2022, soit en trois exercices, de 28 millions, dont 23 millions par les charges de transfert. Ces charges de transfert représentent, je vous le rappelle, avant tout des subventions et des indemnités pour des prestations réalisées par des tiers. Enfin, des charges propres, soit les charges en personnel et les charges de biens et services en progression de 3 millions, en moyenne 1 million par année. La stabilité des recettes conjuguées à la hausse des charges explique la rapide détérioration des finances cantonales pour 2022. Cette détérioration avait, comme cela a déjà été dit à la tribune, déjà été prévue au budget 2021 mais le déficit prévu à l'heure du budget a pu être compensé par le prélèvement important dans la réserve pour politique budgétaire.

Dans ce contexte instable, le Gouvernement s'est obligé à des arbitrages contraignants pour limiter les charges tout en assumant ses responsabilités vis-à-vis des différents secteurs de la société. Parallèlement, conscient de la nécessité de prendre des mesures structurelles à brève échéance, le Gouvernement a, dès le mois de juin, informé la CGF et les partis politiques, des projections financières défavorables attendues pour le Canton. Fort de ce constat, le Gouvernement a transmis début octobre un message relatif au Plan équilibre 22-26 au Parlement jurassien, avec comme objectif un retour à l'équilibre des finances cantonales au plus tard à la fin de la législature.

L'examen du budget par la CGF s'est déroulé dans un contexte autre que celui qui prévalait au printemps au moment de l'élaboration de ce même budget. En octobre, la situation au niveau du virus semblait maîtrisée et l'enquête conjoncturelle de la Chambre de commerce et d'Industrie du Jura, comme l'ensemble des experts, annonçaient une forte reprise pour l'économie, un sentiment de retour à une certaine normalité flottait alors dans l'air. Le 3 novembre, considérant les prises de position en commission, et malgré le fait qu'une courte majorité de la CGF acceptait l'entrée en matière sur le budget, le Gouvernement a estimé qu'il serait toutefois très difficile d'obtenir les majorités nécessaires, tant pour le budget que pour la dérogation au frein à l'endettement lors du plénum de novembre. Mesdames et Messieurs les Députés, l'objectif pour le Gouvernement est clair. Il s'agit de doter l'Etat jurassien d'un budget au 1^{er} janvier prochain afin d'éviter à tout prix une situation administrative sclérosée qui prêterait une partie des prestations à la population. Par ailleurs, aucun nouvel investissement ne pourrait être engagé sans budget, ce qui pénaliserait certains projets de développement de notre canton.

Je me réjouis d'ailleurs d'avoir entendu à la tribune ce matin de nombreux groupes qui partagent cet objectif. Le Gouvernement s'est dès lors efforcé, dans un laps de temps très court, de présenter une nouvelle mouture du budget qui soit capable de réunir une majorité de députés pour son adoption et qui parvienne à trouver une majorité qualifiée pour déroger au principe de frein à l'endettement. L'année 2022 débiterait donc dans des conditions plus sereines,

vous le comprenez bien, toutes et tous.

Les mesures visant à réduire le déficit cantonal de près de 10 millions présentent des efforts à hauteur de 4,6 millions pour le compte de résultat, comme cela a déjà été dit, à hauteur de 5,8 millions sur les investissements 2022 ainsi qu'une mise à jour des recettes fiscales pour 5,5 millions. Je tiens également à préciser, comme j'ai été interpellée à cette tribune, que le bénéfice pour les communes de ce nouveau budget est un montant qui est estimé à plus de 300'000 francs par rapport à la mouture précédente. Le projet qui vous est soumis intègre des choix parfois difficiles et des renoncements parfois importants. Le Gouvernement a pris note des déceptions et des critiques à l'égard de ces nouvelles mesures. Il considère toutefois ses arbitrages comme étant aussi équilibrés que cohérents et absolument pas drastiques et arbitraires. Je m'étonne d'ailleurs que cette critique vienne d'un groupe qui propose une baisse linéaire.

Ces nouvelles mesures doivent être considérées comme un tout qu'il serait périlleux et hasardeux de détricoter. Vous l'aurez compris, ce nouveau budget est le résultat d'un travail exigeant au sein du Gouvernement et des services ainsi que de négociations sensibles au sein de la CGF pour trouver un consensus. Ce consensus, trop souvent critiqué, fait toutefois la force et la singularité de notre système politique et c'est ce consensus qui doit vous permettre, qui doit nous permettre aujourd'hui, de doter le Canton et les institutions d'un budget pour débiter l'année 2022.

Le budget 2022 de l'Etat jurassien corrigé présente ainsi un déficit de 20,5 millions de francs et des investissements nets de 36,4 millions de francs. Le degré d'autofinancement est quant à lui de 28,51% et nécessite de déroger au mécanisme du frein à l'endettement. Je tiens encore, au nom du Gouvernement, à remercier tout particulièrement la Trésorerie générale, en particulier Messieurs Pascal Charmillot et Pierre Bersier, le président de la CGF, Monsieur André Henzelin, ainsi que les membres de la CGF, le secrétaire du Parlement ad intérim Jean-Baptiste Maître, ainsi que l'ensemble des chefs de services largement sollicités ces dernières semaines.

En conclusion, je vous recommande, au nom du Gouvernement, d'approuver l'entrée en matière et le budget 2022 tel qu'il vous a été soumis à fin novembre avec l'amendement concernant le fonds du tourisme. Le Gouvernement ne s'opposera pas à la proposition visant à partager les efforts dans le domaine de l'agriculture avec la Fondation rurale interjurassienne. Le Gouvernement vous recommande également d'approuver la dérogation au frein à l'endettement.

La présidente : Merci Madame la ministre. Le rapporteur de la majorité de la commission souhaite-t-il encore intervenir ? Ce n'est pas le cas. Le rapporteur de la minorité la commission souhaite-t-il encore intervenir ? Ce n'est pas le cas non plus. L'entrée en matière étant combattue, nous allons donc procéder au vote pour cette entrée en matière.

Au vote, l'entrée en matière est acceptée par 48 voix contre 9.

La présidente : Nous pouvons dès lors passer à la discussion de détail des rubriques. Nous allons passer en revue les différentes propositions formulées, en commençant par le compte de résultat. Priorités est donc donnée au traitement des interventions déposées en commission de gestion et des finances.

Proposition no 10

Rubriques 101.3010.05 (p.6) ; 500.3020.05 (p. 56) ; 500.4612.00 (p. 57) ; 515.3020.05 (p.61) - Suppression partielle (hors non octroi du renchérissement) de l'écriture négative sur les traitements

Gouvernement et majorité de la commission :

101.3010.05	-1'664'400 francs	Partie administrative du total de 3,4 millions
500.3020.05	-1'213'200 francs	Partie personnel enseignant obligatoire du total de 3,4 millions
500.4612.00	-11'501'200 francs	63,5% de la rubrique 500.3020.05
515.3020.05	-522'400 francs	Partie personnel enseignant post obligatoire du total de 3,4 millions

Minorité de la commission :

101.3010.05	-450'000 francs	Réduction limitée au non octroi du renchérissement
500.3020.05	-328'500 francs	Réduction limitée au non octroi du renchérissement
500.4612.00	-12'063'000 francs	Participation à 63,5% aux charges de traitement des enseignants obligatoires (rubrique 500.3020.05)
515.3020.05	-141'500 francs	Réduction limitée au non octroi du renchérissement

Différence par rapport au budget adapté le 23 novembre 2021 :

1'918'200 francs	Effet net de la proposition (2'480'000 francs bruts)
------------------	--

Remarque :

Le non octroi du renchérissement n'est pas contesté (920'000 francs bruts, 711'400 francs nets)

M. André Henzelin (PLR), rapporteur de la majorité de la commission de gestion et des finances et président d'icelle : Je rappelle que le Gouvernement, par l'intermédiaire de son message au Parlement du 11 mai dernier, proposait de renoncer à l'octroi de l'annuité au personnel pour l'année 2022 d'une part, et que celle-ci représentait un coût brut d'environ 3,3 millions d'autre part. Quant au traitement du message en question, il avait été confié à la CGF. Dans sa séance du 16 juin, cette dernière a refusé l'entrée en matière par 6 voix contre 4, tout en proposant au Bureau le renvoi du message au Gouvernement. Avec sa proposition de renvoi, une majorité de la commission demandait au Gouvernement d'examiner d'autres possibilités de réduire la masse salariale de la fonction publique dans le contexte du budget 2022, notamment en examinant et discutant la proposition de la Coordination des syndicats de la fonction publique de ponction salariale ou tout autre proposition que le Gouvernement estimera adéquate.

A titre de mesures budgétaires 2022, le Gouvernement

propose donc de compenser l'équivalent de l'octroi de l'annuité par la mise en place d'écritures comptables négatives pour un total de 3,4 millions sur les traitements administratifs et enseignants. Lors de notre séance du 8 décembre écoulée, Madame la ministre Rosalie Beuret Siess et Monsieur le ministre Martial Courtet nous ont présenté les différentes mesures prévues. Celles-ci ont suscité un débat au sein de la CGF et des remarques à l'attention de Madame la Ministre et de Monsieur le Ministre, tout en reconnaissant la nécessité de maîtriser les charges de personnel.

En conclusion, je vous recommande, chers collègues, de soutenir la proposition du Gouvernement et de la majorité de la commission, soit le maintien de l'écriture négative sur les traitements, totalisant 3,4 millions. Je vous en remercie par avance. Profitant de cette tribune, je vous fais part que le groupe PLR acceptera la proposition du Gouvernement et de la majorité de la commission.

M. Rémy Meury (CS-POP), rapporteur de la minorité de la commission de gestion et des finances : Je serai un peu long car plusieurs informations méritent d'être données sur ce point à cette tribune et je demande, par précaution, le droit de dépasser mon temps de parole.

La présidente : Est-ce que quelqu'un s'y oppose ? Ce n'est pas le cas. Je vous l'accorde.

M. Rémy Meury (CS-POP) : Depuis le début de l'élaboration du budget 2022, la Coordination des syndicats est entrée en matière sur une mesure touchant les salaires de la fonction publique, à l'exception de l'abandon de l'annuité qui est une solution qui préserve les plus hauts salaires de chaque classe de traitement. Cette entrée en matière a été décidée alors même que les salaires de la fonction publique jurassienne n'ont cessé d'être réduits depuis 2017, faisant du Canton du Jura un cas unique en Suisse.

Selon l'aveu même du Gouvernement, ce sont plus de 20 millions qui ont ainsi été économisés sur le dos des employés de l'Etat depuis 2017. C'était dans une réponse à une question écrite que nous avions déposée. Un effort qui n'est même pas salué par une bonne partie des membres de ce Parlement qui en veulent toujours plus. La réalité est que les salaires doivent être réduits pour répondre à la volonté quasi unanime de ce Parlement puisque nous avons été les seuls à nous opposer à ce projet de diminuer fortement les impôts des grandes entreprises, pas des PME, à travers la RFFA.

J'ai entendu avec plaisir, en entrée en matière, que de chauds partisans de cette opération à l'époque se sont rendus compte qu'ils se sont fait roulés. Il vaut la peine de rappeler que les salaires ont été réduits à tel point que le Jura ne soutient plus la comparaison avec notre voisine de la Berne cantonale. Je m'y suis intéressé, ma profession m'y aidant, à comparer les salaires de 2016 et de 2021 dans l'enseignement entre ces deux cantons car, je vous le rappelle, Moutier sera bientôt jurassienne et ce n'est pas neutre. Je me limiterai à vous donner les chiffres concernant l'enseignement primaire, fonction similaire dans tous les cantons suisses, donc comparables.

En 2016, sur une carrière, le Jura accordait un salaire supérieur de 212'000 francs à celui versé à Berne. En 2021, la tendance s'est inversée. Désormais, sur une carrière, Berne accorde 143'000 francs de plus que le Jura pour les enseignants primaires, plus de 350'000 francs de différence

en cinq ans. Plus significatif encore, le maximum des salaires bernois est plus élevé que dans le Jura. En 2016, malgré cette réalité, les enseignants jurassiens gagnaient mieux que leurs collègues bernois durant les trente premières années d'enseignement. Les Bernois dépassaient le maximum jurassien lors de leur 31^e année de fonction. En 2021, les Jurassiens gagnent mieux que les Bernois durant treize années et les Bernois dépassent le maximum jurassien et continuent donc de progresser ensuite à la 22^e année d'enseignement. La promesse de maintien des acquis à vie a pris une autre dimension avec ces chiffres pour nos collègues prévôtois. Nous devons inévitablement y revenir dans le processus d'intégration de la ville de Moutier si l'on veut éviter des conflits entre employés jurassiens, anciens et nouveaux. Ces réalités sont présentées pour indiquer que les efforts ne sont pas négligeables depuis cinq ans de la part des employés de l'Etat jurassien.

Je reviens à l'entrée en matière des partenaires sociaux sur un effort supplémentaire. Après que le Gouvernement se soit fait retoqué par le Parlement, puis par la CGF, son obsession allant vers le non-octroi de l'annuité. La Coordination des syndicats a tout de même accepté de proposer une solution d'efforts supplémentaires de la fonction publique jurassienne. Début juillet, elle envoyait au Gouvernement une proposition de ponction salariale progressive, à appliquer avec les réductions de cette ponction chaque année jusqu'en 2025 ou jusqu'à l'arrivée de Moutier dans le Jura. On ne voyait en effet pas l'intérêt et la possibilité qu'une telle ponction continue d'être appliquée aux Jurassiens alors qu'elle ne peut l'être aux Prévôtois. La Coordination des syndicats souhaitait aussi trouver une solution sur la législation avec pour objectif que l'on ne revienne pas chaque année avec des propositions touchant les salaires. Le Gouvernement n'est pas entré en matière sur cette proposition. Il n'est pas entré en matière non plus sur une alternative de ponction linéaire. Son argument principal résidait dans le fait, et je cite ce qui a été dit et répété à la Coordination des syndicats et à la CGF « Qu'une jurisprudence bloquait l'application d'une ponction linéaire ».

Après plusieurs demandes de la Coordination des syndicats et également des membres de la CGF, un document sensé prouver cette impossibilité de décider d'une ponction linéaire a été produit. Mais, ô surprise, il ne s'agit en aucune manière d'une jurisprudence. Le document en allemand de 1997 s'intitule en français : « Une contribution à la discussion » avec une précision importante en bas de page de la première page, l'auteur travaille dans l'administration cantonale bernoise. Cet article reflète son opinion personnelle. Ainsi, pendant des mois, le Gouvernement a prétendu être en possession d'une jurisprudence qui s'est avérée finalement n'être au mieux, et en étant bon prince, qu'un avis de droit rédigé par un fonctionnaire bernois, voici 24 ans, qui devait s'embêter dans son bureau. Une question se pose donc. Qui a conseillé au Gouvernement d'évoquer une jurisprudence ? Ou cette personne ne connaît pas la différence entre une jurisprudence issue d'un jugement et ce que nous appellerons, par courtoisie toujours, un avis de droit qui ne reflète que l'avis de son auteur. Auquel cas, les compétences juridiques de la personne en question peuvent inquiéter ou, au contraire, elle connaît parfaitement la différence, auquel cas, elle a tenté sciemment de manipuler le Gouvernement, les partenaires sociaux et les membres des CGF.

Le Gouvernement s'intéressera-t-il à élucider cette question ? Dans tous les cas, nous y reviendrons. Aujourd'hui, le

Gouvernement continue de s'accrocher à des propositions de réductions salariales sans précision réelle sur leur contenu. En CGF, il a été indiqué, pour que ce qui touche à l'administration, que les mises au concours de postes vacants seront différées avant d'économiser sur le salaire qui n'est plus versé. Cela ne touchera pas les prestations directement mais cela mettra une pression plus importante sur les collaboratrices et collaborateurs qui auront la malchance de travailler dans un service où il y aura eu vacance de poste.

La même mesure ne peut être envisagée dans l'enseignement, ou alors on annonce aux parents qu'en cas de départ en retraite d'une enseignante ou d'un enseignant, ils auront à assumer un temps l'enseignement à domicile. Inimaginable bien entendu. Nous devons toucher ici aux prestations, ce qui n'est plus une économie provisoire mais bien des mesures structurelles. A l'école obligatoire, il est prévu, dès août 2022, selon les informations reçues voici une semaine en CGF, de supprimer la moitié des cours facultatifs, de revoir le fonctionnement du système rebond qui veut que l'on sorte temporairement un élève perturbateur de sa classe mais sans recourir à la classe relais, de réduire de moitié la rémunération pour les devoirs surveillés et de réduire de 3,5 EPT les postes nécessaires à l'introduction de l'ordonnance de pédagogie spécialisée. Vous le voyez, l'essentiel des mesures touchera les élèves en difficulté nécessitant une attention particulière. Cumulé à la baisse des tarifs des logopédistes, on ne peut que s'inquiéter de voir prochainement le Canton du Jura dénoncer l'accord intercantonal sur la pédagogie spécialisée car il n'en respectera plus les termes.

Du côté du postobligatoire, on va supprimer une classe à la Division commerciale, supprimer une classe d'ateliers de formation à la Division artisanale, prestation qui s'adresse plus spécifiquement aux élèves de l'école obligatoire ayant suivi un cursus intense en enseignement spécialisé, une classe de transition de raccordement sera supprimée à la Division santé-sociale-arts, des classes prévues pour permettre à des élèves en difficulté à l'école obligatoire de rattracher les wagons pour ensuite envisager de suivre une formation, surtout professionnelle, et l'on envisage de supprimer l'option musique à la Division lycéenne. C'est tellement logique après avoir fait un foin d'enfer autour de la création du Théâtre du Jura. Sur la même lancée, on devrait même envisager de supprimer l'option théâtre. Ces propositions sont inacceptables et sont dues à ces rubriques imprécises sur la réduction de la masse salariale.

Je signale encore que la fonction publique va de toute manière faire un effort non négligeable, puisque le renchérissement ne lui sera pas octroyé. Il devait l'être partiellement pour un montant de 900'000 francs mais s'il avait été accordé intégralement, c'est une augmentation de la masse salariale d'un peu plus de 1,5 million qui se serait produite. C'est ce montant qui doit être enregistré. Ainsi même, en supprimant ces rubriques, comme nous le proposons, un nouvel effort non négligeable sera fait par la fonction publique.

Je ne peux terminer mon propos sans évoquer à titre personnel un malaise réel chez moi mais qui est partagé par d'autres, je le sais. Il s'agit sans doute d'un hasard malheureux, mais pour décider d'une mesure salariale, le Gouvernement a soutenu le non-octroi de l'annuité puis l'écriture de rubriques budgétaires imprécises, comme on vient de le voir et que nous combattons. Au contraire, il a rejeté toutes les formules de ponction de salaire progressive ou linéaire. Ces dernières auraient eu un effet sur les salaires des ministres.

Au contraire, celles qu'il soutient avec force ne font pas participer les ministres. Le malaise chez moi provient du fait que je ne suis pas certain qu'il s'agisse vraiment d'un hasard malheureux.

La volonté d'une majorité de la CGF, apparemment, était d'étudier l'application d'une nouvelle ponction salariale. Cela ne se fera pas, l'intervention prévue dans ce but n'étant finalement pas déposée, d'après ce qu'on a appris ce matin. Les promesses, semble-t-il, faites par le Gouvernement sur les mesures impactant les salaires ont été faites. Comme vous le savez, les promesses n'engagent que ceux qui les croient et je ne crois plus sur ce point à celles du Gouvernement. Nous maintenons donc notre proposition de suppression de ces rubriques touchant les salaires qui ne sont pas davantage précisées aujourd'hui.

Mme Rosalie Beuret Siess, ministre des Finances : L'écriture négative de 3,4 millions qui figure au budget sous trois rubriques distinctes et qui vise à diminuer les charges de traitement du personnel est la résultante de la situation difficile que nous connaissons au niveau des finances cantonales. Ainsi, dans le cadre de l'élaboration du budget et compte tenu du déficit qui se dessinait, le Gouvernement a transmis au Parlement, en mai dernier, un message relatif à la révision partielle du décret sur les traitements du personnel de l'Etat. Ce projet législatif proposait de renoncer à l'octroi de l'annuité à la fonction publique sur l'exercice 2022 pour un montant estimé à environ 3,4 millions. Le 21 juin dernier, le Bureau du Parlement, sur proposition de la CGF, a renvoyé le message au Gouvernement en demandant d'examiner d'autres alternatives, notamment la proposition de ponction salariale formulée par la Coordination des syndicats.

A la suite de ce renvoi par le Bureau et attendu que l'option définitive de réalisation de cette économie sur la masse salariale n'était pas encore clairement définie, le Gouvernement, en regard des perspectives financières, a pris l'option d'inscrire une écriture négative à hauteur de 3,4 millions, montant correspondant au coût d'une annuité. Dans la foulée, plusieurs alternatives ont été étudiées au niveau du Gouvernement, notamment celle relative à une ponction salariale. Et là, je tiens quand même à revenir sur les propos qui viennent d'être tenus à la tribune. Je vous assure, Mesdames et Messieurs les Députés, que dans ses choix et dans l'étude des différentes variantes, le Gouvernement n'est pas animé par des considérations qui considéreraient son salaire propre. Je trouve particulièrement malvenu de nous prêter ces intentions à cette tribune. Après analyse et compte tenu de l'impact prévisible de cette mesure, en particulier sur les salaires des cadres pour lesquels nous avons objectivement aujourd'hui des difficultés de recrutement, et dans la volonté de rester un employeur attractif, cette piste n'a finalement pas été retenue par le Gouvernement.

Pour parvenir à l'économie attendue, une série de mesures ont été proposées. Ces différentes hypothèses ont été présentées à la commission de gestion et des finances qui en a débattu et je ne vais pas les détailler vu que ça a déjà été fait à la tribune. Simplement vous dire qu'elles se déclinent de manière générale de la sorte, une économie de 920'000 francs liée au non-octroi du renchérissement en 2022. Cette économie n'est pas remise en question par le présent amendement. Concernant les mesures en lien avec le personnel administratif, je tiens simplement à corriger des propos qui ont été tenus, notamment le report des engagements pour les nouveaux postes créés au plus tôt au 1^{er}

avril, sont pour les nouveaux postes créés, ce ne sont pas des vacances, des départs en retraite et autres.

Enfin, des mesures dans le domaine de l'enseignement. S'agissant des mesures touchant la formation, je vous informe que, suite aux discussions menées au sein de la CGF, une analyse complémentaire est en cours avec le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire. Dans le contexte compliqué que nous vivons depuis près de deux ans, il sera renoncé, et là je m'exprime après avoir consolidé mes propos avec le chef du Département de la formation, de la culture et des sports, il sera renoncé aux pistes concernant les élèves qui ont besoin d'être plus soutenus durant leur parcours de formation, notamment les mesures qui concernent la classe atelier, la classe de transition et la pédagogie spécialisée. Des nouvelles réflexions seront rapidement présentées en commission.

Avec cette proposition, le Gouvernement, conscient des efforts importants demandés à l'ensemble de la fonction publique, souhaite apporter une solution pragmatique. Mesdames et Messieurs les Députés, le Gouvernement vous invite à refuser cet amendement au budget 2022 qui péjorerait le déficit d'un montant de 2,5 millions, attendu que le non-octroi du renchérissement n'est pas remis en question.

Au vote, la proposition du Gouvernement et de la majorité de la commission est acceptée par 35 voix contre 22 pour la proposition de la minorité de la commission.

Proposition no 20

Rubriques 305.3510.06 (p.36) ; 305.3634.06 (p.36) ; 305.4510.06 (p. 37) et 305.4600.06 (p. 37) – Fonds du tourisme, adaptation des écritures comptables à la réalité de la mesure F18

Projet de budget adapté au 23.11.2021 :

305.3634.06	864'800 francs	Dépenses à charge du Fonds du tourisme (-100'000 francs)
305.4600.06	-880'000 francs	Recettes en faveur du Fonds du tourisme (50'000 francs de plus)

Gouvernement et commission :

305.3634.06	814'800 francs	Réduction supplémentaire par le report d'un projet LPR pour 50'000 francs (passage à -150'000 francs)
305.4600.06	-830'000 francs	Les recettes liées à la participation supplémentaire des communes sont versées directement à Jura Tourisme

Différence par rapport au budget adapté le 23 novembre 2021 :

-- francs Effet neutre

Remarques :

Il s'agit d'une modification comptable par rapport à la mesure F18. L'effet financier global est neutre. Un message est transmis en parallèle au Parlement au sujet de cette mesure.

M. André Henzelin (PLR), au nom de la commission de

gestion et des finances et président d'icelle : Les propositions dont il est question sont des adaptations comptables et les effets sont neutres par rapport au projet de budget adapté du 23 novembre 2021. Effectivement, la rubrique 305.3634.06 a été réduite à 864'800 francs à la suite de la réduction de 100'000 francs de l'enveloppe de Jura Tourisme. Toutefois, elle aurait dû être réduite à 814'800 francs suite à la réduction supplémentaire, respectivement au report de 50'000 francs d'un projet LPR. Quant à la rubrique 305.4600.06, elle a été augmentée par erreur à 880'0'000 francs en associant à cette rubrique 50'000 francs de recettes provenant de l'augmentation de la contribution financière des communes.

Tout en rappelant que l'arrêté relatif à cet objet sera traité sous le point 27 de notre ordre du jour, je précise ici que la contribution financière en question est versée directement à Jura Tourisme. Sans vouloir anticiper le traitement du point 27 de notre ordre du jour, il s'agirait d'un montant de 73'709 francs qui serait versé à Jura Tourisme. Dès lors, le versement à Jura Tourisme ne serait pas réduit de 100'000 francs mais de 26'291 francs dans le budget 2022.

Eu égard à ce qui précède, je vous recommande, chers collègues, au nom de la majorité de la CGF, d'accepter la proposition du Gouvernement et de la commission relative aux deux rubriques concernées.

La proposition du Gouvernement et de la commission est acceptée tacitement.

Proposition no 30

Rubriques 320.3634.00 (p. 40) et 320.3635.00 (p. 40-41) – Répartition de l'effort de la mesure F19 relative aux subventions pour l'élevage du bétail

Projet de budget adapté au 23.11.2021 :

320.3634.00	4'089'000 francs	Fondation rurale interjurassienne
320.3635.00	696'500 francs	Subventions pour l'élevage du bétail. Mesure F19, y compris -300'000 francs

Commission et Gouvernement :

320.3634.00	3'939'000 francs	Effort d'économie de 150'000 francs
320.3635.00	846'500 francs	Effort d'économie de -150'000 francs

Différence par rapport au budget adapté le 23 novembre 2021 :

-- francs Effet neutre sur le résultat global de l'Etat

M. Mathieu Cerf (PDC), au nom de la commission de gestion et des finances : Dans sa publication des adaptations au premier budget 2022, le Gouvernement jurassien a publié la mesure F19 à hauteur de 300'000 francs qui concerne l'agriculture directement. Mettons de côté les paiements directs qui ne sont pas des transferts de la Confédération. L'adaptation du budget, à hauteur de 300'000 francs, se fait sur un budget de 8,5 millions correspondant à 3,17% des dépenses agricoles. Cette coupe se concentre uniquement sur la rubrique des subventions pour l'élevage du bétail qui se monte à 996'000 francs.

Des mesures effectives mises en place par la République et Canton du Jura dans ce domaine sont importantes pour les familles jurassiennes. Elles participent à maintenir une production adaptée aux conditions régionales et du terroir. En effet, 70% de notre territoire est aujourd'hui composé d'herbages qui ne sont pas valorisables autrement que par les bovins. En ce sens, le soutien aux marchés de bétail dans le canton reste un pan important de notre politique agricole cantonale. Dans la pratique, ces subventions payées par animal incitent les producteurs à vendre leur bétail d'engrais ou en fin de production laitière par le canal des marchés. La subvention cantonale accordée garantit un état sanitaire correct, une propreté nécessaire, un traçage de la viande ainsi qu'une production locale. Ces prestations ne seraient pas garanties et contrôlées lors de vente directement sur l'exploitation. La bonne marche des marchés de bétail est aussi importante pour le revenu des agricultrices et agriculteurs de notre région, revenu qui se situe aux alentours de 4'800 francs par mois pour une profession dont on part du principe, déjà dans les statistiques, qu'elle travaille 55 heures ou plus par semaine. 300'000 francs de soutien à l'élevage en moins, ce sont 300'000 francs en moins pour les revenus agricoles directement et des répercussions indirectes qui sont aujourd'hui difficilement quantifiables.

Finalement, il faut noter que 25'000 francs sur les 300'000 francs ne visent pas les marchés de bétail bovin mais le soutien à l'élevage chevalin dans le canton. A la suite du démantèlement des soutiens fédéraux à la race du Franches-Montagnes dans les années 2000 à 2010, le Jura accorde notamment une prime de soutien pour les naissances de poulains dans le canton. Une réduction de ce soutien ne nous paraît pas opportun. En effet, le cheval de la race des Franches-Montagnes voit son nombre de naissances annuelles diminuer constamment, et ce n'est pas la relative bonne marche actuelle du cheval de loisirs qui a pu enrayer ce phénomène. Si nous voulons maintenir cette production historique importante tant sur le plan touristique qu'agricole, il est de notre ressort de continuer à la soutenir. Ce point est crucial afin d'éviter un déclin des naissances annuelles et une augmentation de la consanguinité au sein de la dernière race chevaline de ce pays.

A la suite des arguments préalablement évoqués, la majorité de la commission est d'avis qu'il est nécessaire de revoir l'adaptation à hauteur de 300'000 francs faite sur le dos de l'élevage du bétail. Soucieuse de l'acceptation en bloc des économies faites par le Gouvernement, la commission propose de maintenir le montant des coupes au sein du budget agricole. Il est ainsi proposé de répercuter 150'000 francs sur la subvention allouée à la Fondation rurale interjurassienne (FRI), subvention qui se monte annuellement à plus de 4 millions. Comme d'autres instituts paraétatiques, la FRI doit également participer à l'effort qu'il nous est aujourd'hui demandé de fournir. Importantes à nos yeux, des garanties ont également été données que ceci n'aurait aucun effet sur la formation et la vulgarisation, domaines prioritaires à la suite du renouvellement de la convention entre le canton et la FRI. Je vous remercie pour votre soutien et vous invite à suivre la majorité de la commission.

Au vote, la proposition de la commission et du Gouvernement est acceptée tacitement.

La présidente : Nous avons reçu ce matin une nouvelle proposition d'amendement du parti PVL.

Proposition de Raoul Jaeggi (PV) :

Réduction de 2% sur toutes les rubriques du budget où cela est possible, à l'exception des salaires où une baisse de 1% doit être opérée, éventuellement par l'intermédiaire du temps de travail.

M. Raoul Jaeggi (PVL) : Je ne suis pas monté tout à l'heure pour l'entrée en matière, bien que j'avais aussi quelques remarques. Madame la Ministre a fait la remarque qu'elle était étonnée à propos de propositions drastiques et arbitraires, qu'elles venaient d'un groupe ou d'un parti qui proposait une baisse linéaire. Mais une baisse linéaire, ce n'est en tout cas pas arbitraire puisque ça concerne tout le monde et c'est bien le reproche que l'on fait à ce sujet, et drastique, 2% et 1% sur les salaires compensés en horaire de travail. On peut avoir chacun sa conception de ce qui est drastique, je considère que cela l'est moins en tout cas que d'enlever, par exemple, 20% au tourisme.

En plus du fait que l'on partage évidemment ce qui a été dit à cette tribune par Thomas Schaffter, pour notre groupe, nous partageons pour une grande partie les considérations qui ont été évoquées ici dans le débat d'entrée en matière et précédemment par Rémy Meury. Pas toutes. Je ne partage pas l'idée de mascarade. Je pense que, malgré que l'on ne soit pas d'accord avec ce qui est proposé, on est conscient que cela a représenté un grand travail et des réflexions, bien que l'on regrette évidemment que notre proposition n'en ait pas fait ou peu fait partie.

Quant au fait que l'on reproche aux trois partis de droite de faire de telle ou telle manière, ce n'est pas parce que Monsieur Stegmüller classe les PVL dans la gauche que l'on accepte cette classification et je souligne d'ailleurs, chers collègues, que vous mentionnez à chaque fois que cela est possible le fait que l'on soit PVL en majuscule et que vous-mêmes nous classez parfois à droite. Du coup, classez-nous d'un côté ou de l'autre, peut-être que cela vous évitera de vous écharper sur le fait de qui a la majorité dans ce Parlement.

Pourquoi des propositions qui touchent les logopédistes en particulier ? Pourquoi des ponctions salariales mais pas pour tout le monde ? Pourquoi pas les indemnités des élus ? Notre proposition se veut égalitaire et en tout cas pas arbitraire. Ça me pose aussi un problème pour les deux propositions précédentes qui sont acceptées sans vote puisqu'il n'y a pas de proposition. Il y a une proposition, bien sûr elle est traitée maintenant, mais il me semble que tout le monde était au courant que nous propositions cette baisse linéaire de 2%, respectivement de 1% pour les salaires à la place de toutes les autres propositions, à la place de refuser le renchérissement. Et quand on fait le calcul, je pense que 2% ou 1% sur les salaires, cela devient extrêmement raisonnable avec des conséquences financières d'économies très intéressantes. Je regrette que cela n'ait pas fait plus de débat. Je ne sais plus qui a dit à cette tribune qu'aucune proposition n'est faite par les partis. Je vous rappelle que si on ne forme pas un groupe seul, nous sommes un parti. Donc, nous avons fait, et vous le savez, une proposition. On considérerait, comme cela a été dit, que les débats d'aujourd'hui, et d'ailleurs on a aussi entendu cela dans l'entrée en matière, le fait de ne pas prendre de choix de la sorte fait que l'on s'écharpe entre gauche et droite et qu'on arrivera finalement à peu de résultats comme cela a été dit par ma collègue tout à l'heure.

Nous allons donc déposer une question écrite pour chiffrer ces propositions, pour qu'une fois cela soit précis, pour

que vous connaissiez les chiffres et on pourra prendre des décisions en connaissance de cause parce que j'ai entendu que tout le monde n'était pas d'accord sur les chiffres. Je vous propose quand même d'accepter notre proposition.

M. André Henzelin (PLR), président de la commission de gestion et des finances : Juste une information, effectivement, nous avons reçu un courrier de la part des PVL. J'ai répondu à Madame Moreau, puisque c'était elle qui me l'avait adressé, que je transmettrai le courrier que j'ai reçu aux représentants du PCSI puisqu'ils font partie du même groupe au niveau de la commission de gestion des finances. Votre proposition n'a pas été relayée par le parti pour des bonnes raisons, puisqu'on nous a dit qu'il n'entraîne pas en matière par rapport à cela. J'aimerais donc juste répondre à notre collègue Raoul Jaeggi. Si personne n'est porteur de cette proposition au niveau de la CGF, on n'en discute pas. Et, personnellement, en ce qui me concerne, je vous propose de refuser la proposition qui vient d'être faite.

M. Raoul Jaeggi (PVL) : Je ne voulais pas aborder la forme mais je vais l'aborder quand même du coup. Je pense que n'importe quel député de ce Parlement peut faire une proposition. Je rappelle aussi que le Gouvernement avait invité ici les représentants des partis pour avoir des propositions. Je rappelle que nous l'avons faite cette proposition, ici, moi-même, lors d'une de ces rencontres. Je trouve quand même un peu cocasse, vous me permettez, de venir argumenter de la sorte aujourd'hui alors que des propositions vous ont déjà été faites de ma part en tant que député indépendant, notamment la dernière fois où on m'a dit qu'il fallait informer la CGF de cette proposition afin que l'on puisse la discuter. Alors, on ne la discute pas et on vote non. Aujourd'hui, on a informé la CGF et vous trouvez un autre motif pour ne pas la discuter. Je ne conteste pas que ce soit permis de faire comme ça, je trouve néanmoins que c'est dommage et je pense que toutes les propositions méritent d'être réfléchies, discutées. Ensuite, libre à chacun de la refuser ou de l'accepter.

M. André Henzelin (PLR), président de la commission de gestion et des finances : Je n'ai jamais dit qu'on ne pouvait pas faire de proposition ici. Vous m'avez questionné au niveau de la CGF, j'ai répondu en disant ce que nous avons fait en CGF. Aujourd'hui, il y a une proposition qui est faite, je la conteste. Si vous voulez continuer la discussion, aucun problème. Je ne me suis pas du tout dit que vous ne pouviez pas Monsieur le Député. Mais puisque j'étais ici, j'ai profité de donner mon avis en disant que je ne la soutiendrai pas.

Mme Rosalie Beuret Siess, ministre des Finances : L'idée émise pour la troisième fois consécutive par Monsieur le député Raoul Jaeggi est de procéder à des économies supplémentaires par des coupes linéaires. Cette année, le taux de réduction est adapté puisqu'il est proposé une baisse de 2%. Le taux de réduction serait, quant à lui, de 1% pour les charges en personnel.

Cette proposition, comme cela vient d'être dit, a été portée à la connaissance des membres de la CGF. Nous pouvons constater qu'aucun groupe parlementaire ne l'a retenue. Les baisses linéaires ont certes l'avantage de pouvoir présenter rapidement et très simplement des économies. Il s'agit toutefois d'une mesure mécanique sans aucune appréciation politique et je tiens pour ma part à réfuter le fait

que les amendements au budget ou les propositions concernant le budget 2022 s'avèrent arbitraires. Elles ont donné l'occasion d'analyses, d'arbitrages, de discussions mais surtout elles ont tenu compte de la situation.

Mesdames et Messieurs les Députés, il est important, avant d'entamer le Plan équilibre 22-26, que vous vous prononciez clairement sur la méthode présentée à nouveau devant ce plénum. Souhaitez-vous renoncer à faire des choix, certes parfois difficiles ? Souhaitez-vous renoncer à débattre ? Souhaitez-vous renoncer à faire de la politique dans le cadre d'un dossier aussi stratégique que celui d'un budget ? J'ose espérer que non.

La proposition qui vous est soumise est composée des charges de personnel et des autres charges. Commençons par les charges en personnel. La proposition de 1% représenterait 2,5 millions bruts. Ce montant s'ajouterait ainsi à l'écriture négative de 3,4 millions déjà intégrée au budget. Si la mesure est acceptée, il serait ainsi sollicité un total de 5,9 millions d'économies sur la masse salariale avec la possibilité, comme c'était indiqué, de toucher au temps de travail. Pour les autres dépenses auxquelles un taux de 2% serait appliqué, il en résulterait une économie de l'ordre de 4 millions bruts qui s'ajouteraient aux récentes mesures sur le compte de résultat qui se chiffre, je vous le rappelle, à 4,6 millions. Cela impliquerait, par rapport à la première version du budget, des mesures cumulées pour 8,6 millions. A titre d'exemple, l'Hôpital du Jura se verrait amputé d'un montant supplémentaire pour les prestations d'intérêt général de 162'000 francs. L'idée émise impliquerait ainsi des réductions supplémentaires à envisager de 6,5 millions bruts ou 5,7 millions nets. Il est indéniable qu'une telle mesure produirait des effets mais la manière pour y parvenir ne correspond pas à l'essence même d'un budget, à savoir procéder à des choix. Pour cette raison, le Gouvernement vous invite à la refuser.

M. Raoul Jaeggi (PVL) : Ce sera très bref. J'ai posé la question ce matin. Quand pouvait-on faire cette proposition ? On me dit que c'est seulement maintenant parce qu'il y a une priorité aux propositions de la CGF. Et maintenant, vous dites que vous voulez ajouter cela aux autres mesures. Ce n'est pas ce que l'on veut, vous l'avez bien compris, c'est à la place. C'est pourquoi j'ai dit tout à l'heure que nous allions déposer une question écrite. Vous nous dites, Madame la Ministre, une économie de 4 millions pour 2%. La première fois, quand j'ai fait cette proposition pour 1%, le ministre en charge des finances ad intérim, c'était Martial Courtet, avait demandé un calcul, certes peut-être dans des délais très courts et qui n'était pas précis, mais qui représentait, pour 1%, 5 millions. Je pense que la question écrite sera utile et je connais le sort réservé à cette proposition aujourd'hui. Vous l'avez dit, c'est la troisième fois, je pense que la prochaine sera certainement la dernière.

La présidente : Les propositions précédentes n'ont suscité aucune opposition, c'est pour cela qu'elles ont été acceptées tacitement. Vous ne pouvez donc pas dire que celle-ci est faite à la place de. Elle est faite en plus de.

Au vote, la proposition de Raoul Jaeggi (PVL) est rejetée par 52 voix contre 2.

Tous les articles, le titre et le préambule de l'arrêté sont adoptés sans discussion.

Au vote, l'arrêté est accepté par 36 voix contre 11.

b) Arrêté concernant la dérogation au frein à l'endettement

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu l'arrêté du Parlement du 15 décembre 2021 concernant le budget et la quotité de l'impôt pour l'année 2022,

vu que le budget 2022 présente un degré d'autofinancement inférieur au seuil respectant le frein à l'endettement

vu l'article 123a, alinéas 2 et 3, de la Constitution cantonale,

arrête :

Article unique La dérogation au frein à l'endettement, au sens de l'article 123a, alinéa 3, de la Constitution cantonale, est acceptée.

La présidente :	Le secrétaire général :
Katia Lehmann	Jean-Baptiste Maître

La présidente : Nous pouvons passer à la discussion de détail sur l'article unique qui est accepté. Avant de procéder au vote, j'ouvre le débat final. Quelqu'un souhaite-t-il s'exprimer ? Cela n'est pas le cas.

Mme Rosalie Beuret Siess, ministre des Finances : Avant de passer au vote final concernant le budget, vous rappeler les chiffres. Après les votes de ce matin, le budget 2022 définitif tel qu'il est soumis à l'heure actuelle au vote au Parlement jurassien présente des charges à hauteur de 981'277'000 francs, des revenus à hauteur de 960'762'700 francs, pour un résultat négatif, donc un déficit, de 20'514'300 francs.

Vous indiquer encore le montant des investissements nets qui se monte pour l'année 2022 à 36'429'700 francs et un degré d'autofinancement de 28,51% qui exige de déroger au frein à l'endettement.

L'entrée en matière n'est pas combattue.

L'article, le titre et le préambule sont adoptés sans discussion.

Au vote, l'arrêté est accepté par 59 députés, au-delà de la majorité qualifiée requise de 40 voix.

(La séance est levée à 11.45 heures.)